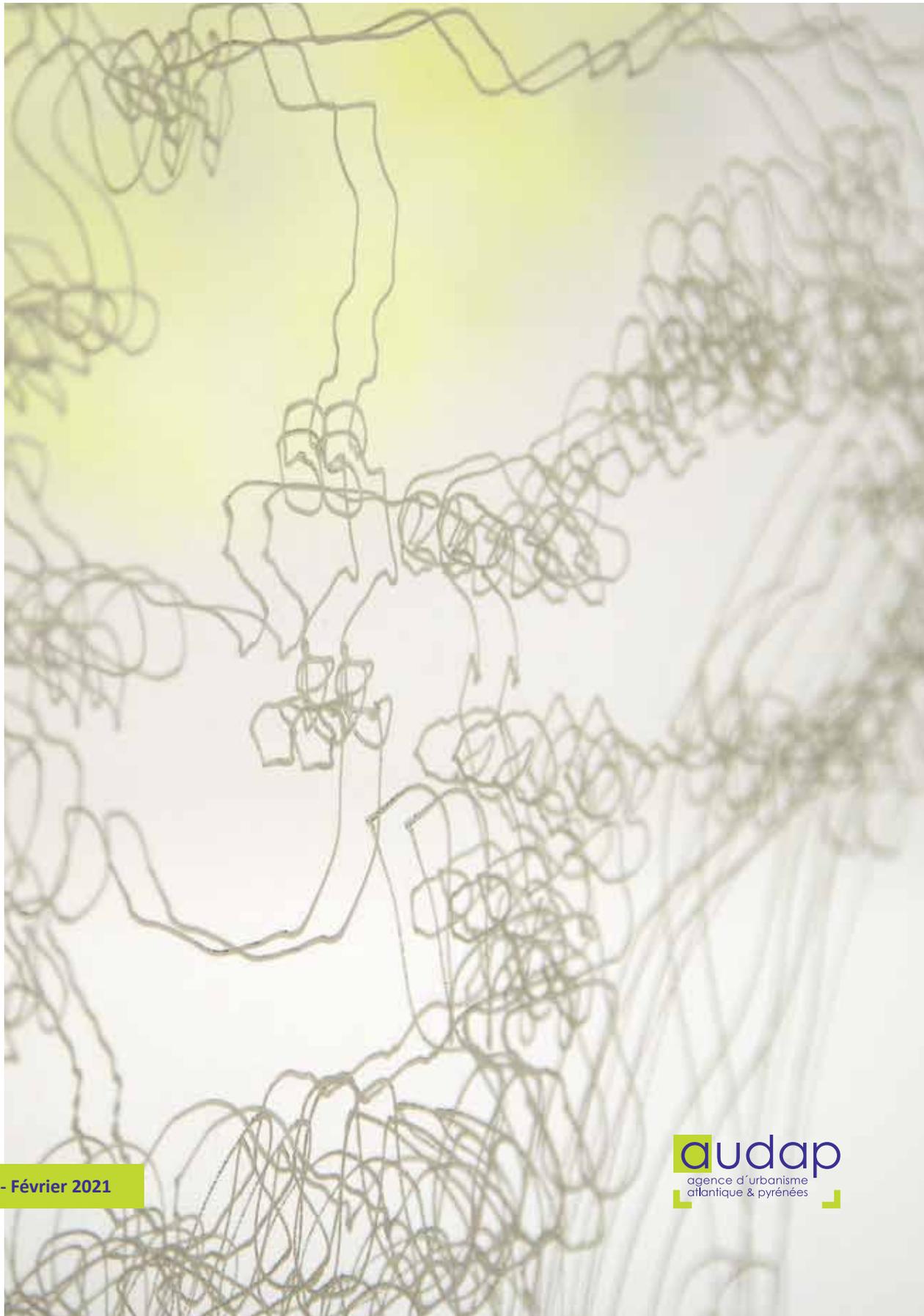


Sans remettre à demain

# les cahiers de l'audap



# Hors-Série - Février 2021

**audap**  
agence d'urbanisme  
atlantique & pyrénées



*(...) D'aucuns disent que la pandémie ouvre une nouvelle ère. Les interviews menées avec nos intervenants pour réaliser ce numéro hors-série des Cahiers de l'AUDAP amènent à préciser ce point de vue. Oui l'évènement marquera l'Histoire (...) il aura (...) accéléré des mutations déjà initiées (...) Il nous appartient collectivement, sans remettre à demain, de nous en saisir pour répondre aux enjeux que cette pandémie aura mis à jour.*

**Jean-René ETCHEGARAY**

**les cahiers de l'audap sont une publication semestrielle de l'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées.**

Petite caserne - 2 allée des platanes - BP628 - 64106 Bayonne  
4 rue Henri IV - 64 000 Pau

Directeur de la publication : Jean-René ETCHEGARAY

Comité de rédaction : Denis CANIAUX, Ludovic RÉAU,  
Marc LACLAU

Photos / Pictos : AUDAP sauf mention

Conception / Réalisation graphique : AUDAP

Tirage : 500 exemplaires

Imprimé sur du papier 100% naturel éco-labellisé 4 étoiles greenpaper

ISSN : 2260-2003



Les membres de droit de l'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées

# S'EN REMETTRE À DEMAIN OU AGIR AUJOURD'HUI ?



**Jean-René ETCHEGARAY**

**Président de l'AUDAP**  
*Président de la Communauté  
d'Agglomération Pays Basque,  
Maire de Bayonne*

Depuis un an, nous vivons dans un quotidien bouleversé : nous ne faisons plus nos courses aux mêmes horaires ni aux mêmes endroits, nos pratiques collectives sont réduites ; nous télé-travaillons ou nous nous isolons dans notre bureau, nous nous réunissons en visioconférence ; nous portons un masque la plupart du temps, plus de mains serrées, plus d'embrassades ni accolades ; nous nous déplaçons bien moins ; nos enfants alternent école en classe et enseignement à distance ; ... La liste est longue et impressionnante, à la hauteur des plus de 84 000 morts de la Covid-19 en France et aux plus de 2 400 000 décès recensés dans le monde en ce début d'année 2021.

Ces bouleversements laisseront forcément des traces et auront, comme tout artéfact, des conséquences tant économiques, sociales que psychologiques. Ils provoqueront aussi des changements de comportements. Certains subis, d'autres choisis. Ce sont ces derniers qui doivent nous interroger : faire des choix qui préservent notre santé, notre environnement, notre avenir. Dans nos vies personnelles, nos entreprises, nos gouvernements et donc aussi dans nos territoires.

D'aucuns disent que la pandémie ouvre une nouvelle ère. Les interviews menées avec nos intervenants pour réaliser ce numéro hors-série des Cahiers de l'AUDAP amènent à préciser ce point de vue. Oui, l'évènement marquera l'Histoire mais probablement qu'il ne tourne pas une page : il aura en revanche accéléré des mutations déjà initiées depuis quelques années, donné des impulsions. Il nous appartient collectivement, **sans remettre à demain**, de nous en saisir pour répondre aux enjeux que cette pandémie aura mis à jour : retrouver un équilibre plus juste entre le local et le global, penser autant populations que territoires, concevoir l'humain comme une composante de la Nature et non son aboutissement, mettre le Numérique à sa juste place, au service de l'humain et de l'environnement et non au profit des seuls géants du numérique.

Cette crise a démontré sous nos yeux de façon spectaculaire que l'accumulation de comportements individuels pour un intérêt commun pouvait très fortement changer le cours de choses : le confinement total a été en ce sens un choc puissant. Redécouverte du silence, de l'air, de la nature, constatation effective du recul de l'épidémie,... Comment transformer la puissance de cette force collective en dynamique vertueuse pour changer nos comportements et nos modèles ? C'est l'un des défis, et non le moindre, que nous devons maintenant relever, mais nous savons que cette force collective est mobilisatrice, porteuse d'effets et d'espoirs.

Un collectif au service de la considération des autres est autant sinon plus puissant qu'un collectif au service de la domination ou de l'asservissement. Sortons des schémas reposant sur le conflit, le combat, la concurrence pour réapprendre la considération, qui repose sur l'échange, le respect, la collaboration et la coopération. Notre Agence d'Urbanisme a toutes ces vertus pour nous accompagner, élus et collectivités, en vue de renouveler nos approches pour un développement harmonieux de nos territoires. ■

The background of the page is a light yellowish-green color, overlaid with a dense, intricate pattern of thin, brownish-gold scribbles. These scribbles are composed of many overlapping, irregular loops and lines, creating a complex, almost abstract texture that resembles a microscopic view of a network or a dense web of connections. The overall effect is one of complexity and interconnectedness.

**SANS REMETTRE  
À DEMAIN**

**REGARDS CROISÉS  
SUR LA CRISE SANITAIRE ET  
LES ENJEUX À VENIR**

---

# SOMMAIRE

P.6

## **PRÉAMBULE**

*par Denis CANIAUX*

P.8

## **FAIRE ENSEMBLE, DIALOGUER : Coopération, cohérence territoriale**

*par Pierre MADEC & Jean-René ETCHEGARAY*

P.16

## **VIVRE ENSEMBLE : Cohésion, habitants, mode de vie**

*par Jean VIARD & Jean-Jacques LASSERRE*

P.32

## **CO-CONSTRUIRE LE FUTUR DES TERRITOIRES : (Re)génération, (Re)dynamisation, Innovation**

*par Joël DE ROSNAY & François BAYROU*

P.44

## **RÉDUIRE NOS EMPREINTES ÉCOLOGIQUES : Adaptation, transition**

*par Hervé LE TREUT & Alain ROUSSET*

P.52

## **POINT DE VUE**

*par Franck CAZENAVE*

P.54

## **TRIBUNE(S)**

*par Denise SAINT-PÉ & Caroline CAYEUX*

P.58

## **TROIS QUESTIONS À ...**

*Jean ROTTNER*

P.60

## **EXPLORONS NOS FUTURS (HEUREUX)**

*Retour rapide sur les 12 ateliers de la 41<sup>E</sup>  
rencontre nationale des agences d'urbanisme*

### **REMERCIEMENTS**

Pour les vœux 2021 et les cahiers, l'AUDAP a collaboré avec l'artiste peintre et plasticien Franck CAZENAVE pour utiliser l'une de ses œuvres : « Nude as the news » (détail, gravure sur miroir) née du projet artistique TALAYATMAC - [www.franck-cazenave.com](http://www.franck-cazenave.com)  
Crédit photo page de couverture : Franck CAZENAVE



## PRÉAMBULE

### CONVERGENCES

par Denis CANIAUX

Directeur général de l'AUDAP

Ce numéro exceptionnel des Cahiers de l'AUDAP cherche à proposer des éclairages sur cette période inédite de pandémie de Covid-19 que nous traversons. Poser un miroir sur l'année écoulée et mettre en miroir les réflexions de responsables politiques et d'experts de premier plan sont l'ambition éditoriale de ce numéro «Hors-Série». Nos intervenants portent des regards croisés sur les événements et leurs conséquences en identifiant les thèmes qui peuvent ré-interroger nos territoires. Leurs approches convergent et pourraient inspirer l'élaboration par les membres de l'Agence d'Urbanisme de nos prochains programmes d'activités.

Pierre MADEC nous invite, face à l'ampleur des mutations en cours ou en germe, à construire à l'échelle locale des politiques de l'habitat et du logement ambitieuses et innovantes, reposant sur des démarches collectives et collaboratives. À cette invitation, Jean-René ETCHEGARAY propose un changement structurel de la pensée aménagiste, développant un plaidoyer pour le « faire ensemble ».

Prolongeant l'échange, Jean Viard, en s'appuyant sur le concept émergeant de l'hyper-ville, appelle de ses vœux de nouvelles solidarités territoriales formulant des propositions de coopérations entre les collectivités. En regard de cette approche, Jean-Jacques LASSERRE souligne l'impérieuse nécessité de rebâtir un nouveau contrat social local, responsable et visionnaire, qui doit s'inscrire dans l'écoute et l'anticipation.

Pour y parvenir, Joël DE ROSNAY remet au cœur des technologies numériques la dimension humaine au service du lien social et de l'environnement : ce sont les interactions constructives entre individus qui feront émerger les innovations, jusque dans le renouvellement de la citoyenneté. Et, quand il jette un regard sur l'avenir, François BAYROU l'affirme, c'est



*(...) Nos intervenants portent des regards croisés sur les événements et leurs conséquences en identifiant les thèmes qui peuvent ré-interroger nos territoires. Leurs approches convergent et pourraient inspirer l'élaboration par les membres de l'Agence d'Urbanisme de nos prochains programmes d'activités.*

**Denis CANIAUX**

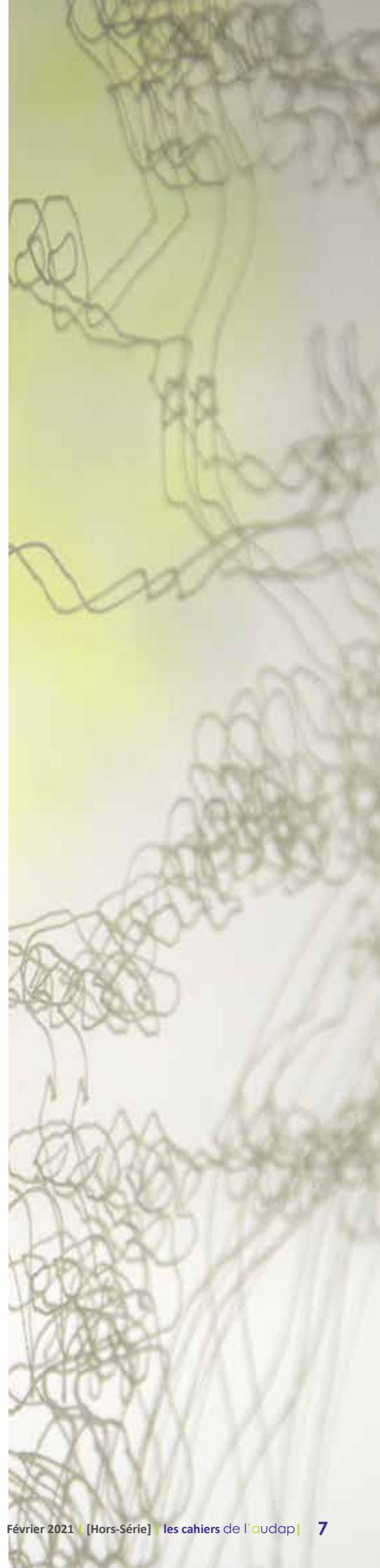
le long terme qui devrait commander le court terme, et ce, à toutes les échelles, du global au local. En particulier, sa conviction est que nous avons absolument besoin de repenser la question climatique, la seule qui compte.

Hervé LE TREUT le rejoint avec force, ajoutant qu'anticiper les risques climatiques devient incontournable : la conciliation entre l'obligation de réduction des gaz à effet de serre et celle de la gestion des territoires n'a rien d'impossible, bien au contraire. Ce que confirme Alain ROUSSET pour qui un changement global de paradigme et de modèle de développement doit nécessairement intégrer un volet territorial : et de poser l'objectif d'une région résiliente, dynamique et solidaire qui assure à ses habitants toutes les garanties de qualité de vie, d'équité territoriale et sociale afin de bâtir une communauté de destins.

Je vous invite également à lire les tribunes de Denise SAINT-PÉ, Caroline CAYEUX et Alain LAMASSOURE ainsi que l'interview « 3 questions à ... » du Président de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, Jean ROTTNER. Toutes et tous viennent, par leurs avis, leurs analyses et leurs propositions, conforter le rôle présent et futur des territoires pour préparer l'avenir.

Enfin, comme le souligne l'artiste Franck CAZENAVE, il nous faut réapprendre à vivre avec cette incertitude si propre à notre humanité, rendre nos doutes fertiles, en les confrontant dans le respect de l'autre et la coopération, en donnant à chacun les moyens de créer, d'innover, de proposer.

Bonne lecture et bonne moisson, je l'espère, foisonnante ! ■





■

**« JE N’AI POINT D’ESPOIR DE  
SORTIR PAR MOI DE MA SOLITUDE.  
LA PIERRE N’A POINT D’ESPOIR  
D’ÊTRE AUTRE CHOSE QUE  
PIERRE. MAIS, DE COLLABORER,  
ELLE S’ASSEMBLE ET DEVIENT  
TEMPLE. »**

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY



# 1

## FAIRE ENSEMBLE, DIALOGUER

### COOPÉRATION, COHÉRENCE TERRITORIALE





## VERS DES POLITIQUES DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT AMBITIEUSES À L'ÉCHELLE LOCALE

Par Pierre MADEC

Économiste- OFCE, Sciences Po

@p\_madec

*La question de l'échelle territoriale adéquate à une politique du logement et de l'habitat ambitieuse et efficiente est un serpent de mer. Chaque loi de décentralisation, chaque action de la politique du logement s'est accompagnée d'un discours visant à favoriser une meilleure territorialisation de la politique du logement et de l'habitat. De la création des « contrats de villes » à la fin des années 1980 au « Plan Action Cœur de ville » mis en place en 2019 en passant par « l'intercommunalisation » des Plans locaux de l'habitat au début des années 2000, les actions croisées entre l'État et les collectivités locales pour agir sur l'habitat et l'aménagement du territoire sont nombreuses.*

### POLITIQUES DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT : UN ENCHEVÊTREMENT DE RESPONSABILITÉS COMPLEXE

La question de l'échelle territoriale à adopter n'a, semble-t-il, jamais été tranchée. Les zonages de la politique du logement, conditionnant l'éligibilité à de nombreuses aides publiques, sont construits par les services de l'État autour des contours communaux et sur des critères pour le moins obscurs. Les plans locaux de l'urbanisme et de l'habitat sont dans leur majorité aujourd'hui construits à l'échelle des intercommunalités (EPCI) dont les contours se fondent sur « la libre volonté des communes d'élaborer des projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité » et sont ensuite validés par l'État. Dans les faits, la structure des EPCI relève plus d'accords politiques que de critères objectivant la poursuite d'une politique commune de l'habitat. Si, pour les grandes métropoles, la critique semble moins vérifiée, le poids des capitales régionales dans les prises de décisions métropolitaines fait peser un risque de déséquilibre dans la prise de décision locale. À ces échelons s'ajoutent évidemment les Départements, les Régions et bien sur l'État au travers notamment du rôle des préfets, renforcé encore ces dernières années notamment par les lois ALUR ou Égalité et Citoyenneté en ce qui concerne la production de logements sociaux, production régie par la loi SRU qui a fêté ses 20 ans et dont l'échelle d'application est une fois encore communale.

Si les rôles de chacun semblent plutôt bien définis, cet enchevêtrement de responsabilités complexifie considérablement la prise de décision. En outre, aucune de ces échelles géographiques n'est définie sur la base de critères quantitatifs assurant une homogénéité des territoires en terme d'emploi, d'accessibilité, de parc de logements ou de caractéristiques des ménages résidents.

### LES « ZONES D'EMPLOI », UN NIVEAU ADÉQUAT D'ANALYSE

Pour assurer cette homogénéité intra-territoriale, la statistique publique considère les « zones d'emploi » comme le niveau adéquat d'analyse. Ces zones, au nombre de 306 en 2020, sont définies comme « un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts ». Dès lors, ces zones constituent un niveau géographique homogène et cohé-

rent pour lier politique du logement, de l'habitat, de transport et d'emploi. Celles-ci ne correspondent évidemment à aucun échelon de décision publique actuel. Néanmoins, la mise en cohérence de ces zones avec les EPCI pourrait à terme constituer un objectif des décideurs nationaux.

## LES MOYENS DES POLITIQUES

Si la problématique de l'échelle et de la territorialisation se pose, celle des moyens alloués est elle aussi centrale. En effet, malgré les épisodes successifs de décentralisation, peu de moyens ont été alloués à la mise en application des politiques décidées localement. Les outils budgétaires de la politique du logement, de l'habitat, de l'hébergement ou de l'aménagement du territoire sont pour la plupart construits et laissés à la discrétion de l'État. Il en est de même de l'outil fiscal. Si les droits de mutation à titre onéreux ou les taxes diverses liées à l'immobilier sont pour partie définis localement, ces outils de politique publique sont largement encadrés par le législateur au niveau national. De même, si les aides publiques au logement sont en partie territorialisées, la définition du zonage qui les régit est à la discrétion du ministère en charge. Dès lors, la question des moyens alloués par l'État aux collectivités pour mener à bien leur politique du logement et de l'habitat est largement laissée de côté. En premier lieu, les recettes de la fiscalité immobilière - près de 75 milliards d'euros - pourraient être mieux territorialisées. De même, si les taux de taxe foncière sont pour partie fixés localement, les valeurs locatives sont elles déterminées nationalement.

En réalité, les exemples sont nombreux. Du côté des aides publiques au logement, très peu sont décidées, arbitrées ou distribuées localement. Une fois une partie des recettes fiscales décentralisée, une délégation des aides publiques localement pourrait être expérimentée afin de construire des politiques locales de l'habitat et du logement cohérentes et ambitieuses, au-delà de l'approche purement réglementaire aujourd'hui à l'œuvre.

## LE DROIT À L'EXPÉRIMENTATION

Cette question du droit à l'expérimentation doit également être au cœur de la mise en place de politiques du logement et de l'habitat à l'échelle locale. Le droit à l'expérimentation, issu de la révision constitutionnelle de 2003, permet en théorie, aux collectivités, de déroger aux lois et règlements dans des conditions strictes et très encadrées. Le 3 novembre 2020, le Sénat adoptait le « projet de loi relatif à la simplification des expérimentations ». Il entend faciliter et donc multiplier les expérimentations par les collectivités locales en simplifiant les conditions d'entrée et de sortie applicables à ces expérimentations, avec, pour objectif, de mettre en œuvre le principe de différenciation territoriale.

Aujourd'hui, de nombreuses collectivités précurseuses agissent sur le terrain du logement et de l'habitat. Qu'il s'agisse d'encadrement des loyers (Paris, Lille), de mode de fixation des loyers dans le parc social (Rennes), de mise en place d'organisme de foncier solidaire (Paris, Lille mais aussi Espelette), de nombreuses collectivités se saisissent d'outils de politique publique nouveaux.

On peut imaginer aller plus loin dans le droit à l'expérimentation. Certains outils n'existent pas et pourraient être mis en place localement avant que leur « création » ne soit actée nationalement et que d'autres collectivités s'en saisissent.

Une fois construite une décentralisation reposant sur des critères territoriaux viables et cohérents et délivrés aux collectivités ainsi définies les moyens financiers de leurs ambitions, offrir aux collectivités la possibilité d'agir avec plus de libertés sur le champ réglementaire apparaît comme le dernier pas à franchir pour atteindre l'objectif de politiques locales de l'habitat et de l'aménagement du territoire cohérentes et ambitieuses.

Bien évidemment, l'État devra continuer à se porter garant du bon respect des équilibres inter territoriaux, l'exemple de l'application de la loi SRU ayant démontré que les collectivités ne poursuivent pas toutes les mêmes objectifs de mixité sociale ou de développement territoriaux. Dès lors, afin d'éviter une trop forte concurrence territoriale l'État devra être vigilant au développement équilibré des territoires. Néanmoins, la crainte d'une divergence territoriale ne peut pas constituer une excuse à l'absence de décentralisation. Cette divergence étant déjà à l'œuvre dans de nombreux territoires malgré l'absence de décentralisation ambitieuse des objectifs et des moyens. ■



*(...) Aujourd'hui, de nombreuses collectivités précurseuses agissent sur le terrain du logement et de l'habitat. Qu'il s'agisse d'encadrement des loyers (Paris, Lille), de mode de fixation des loyers dans le parc social (Rennes), de mise en place d'organisme de foncier solidaire (Paris, Lille mais aussi Espelette), de nombreuses collectivités se saisissent d'outil de politique publique nouveaux.*

**Pierre MADEC**



*(...) bien qu'il soit sans doute beaucoup trop tôt pour en mesurer complètement les effets, 2020 et 2021 pourraient se révéler être les années charnières d'un changement structurel de la pensée aménagiste sous les coups de butoirs de nouvelles attentes sociales et de nouveaux modes de vie et de travail.*

**Jean-René ETCHEGARAY**



Photo : pistes-cyclables.com



## VERS UN CHANGEMENT STRUCTUREL DE LA PENSÉE AMÉNAGISTE

**Par Jean-René ETCHEGARAY**

Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, Maire de Bayonne

@JreneEtchegaray

*La crise sanitaire que nous traversons agit comme un puissant révélateur des forces mais également des vulnérabilités de notre société et de nos territoires. Dans ce contexte, faire de la politique, c'est plus que jamais agir pour renforcer les liens et prendre soin des lieux, c'est agir pour la qualité du « vivre ensemble » ici et pour longtemps. Faire de la politique, c'est donner une orientation et, au-delà, c'est donner du sens. C'est la raison pour laquelle, il me semble que notre époque ne souffre pas d'un excès, mais d'un manque de politique. Les tensions sont palpables, les violences plus nombreuses. Tous les maires, ces premières lignes de la République, en font toujours plus l'expérience. La démocratie ne consiste pas à imaginer éteindre les conflits en supprimant les oppositions, mais bien à travailler la résolution des désaccords pour aboutir à des décisions majoritairement consenties.*

Il y a trois ans, naissait au Pays Basque une communauté XXL à un moment de la vie institutionnelle française qui semble désormais derrière nous. Le projet est entièrement dédié à inventer un format unique de coopération territoriale : 158 communes, désignant 232 conseillers.ères communautaires, afin de porter les politiques publiques locales nécessaires à notre territoire.

### AVEC LA CRISE SANITAIRE, SOLIDARITÉ ET TRANSITION SONT PLUS QUE JAMAIS LES MOTS-CLÉS DE NOTRE ACTION

Nous avons mesuré le caractère essentiel de nos services publics de proximité, de nos services aux habitants. Pendant le premier confinement, ces services indispensables mais trop invisibles, ont pris place sur le devant de la scène : distribuer l'eau potable, collecter les déchets, porter des repas, accompagner les plus fragiles... Souvenons-nous du débat sur la fermeture des déchetteries. Voici un service public de proximité perçu désormais par nos concitoyens comme un service essentiel. Nous avons également accompagné la politique nationale de santé, pour faire face à cette situation absolument inédite : achat groupé de masques, mise en place de centres de soins, assistance aux Ehpad... À ces services tellement fonda-

mentaux que l'on n'y pense plus guère en tournant le robinet, il faut ajouter nos actions en faveur du logement accessible, des transports publics et scolaires, des équipements sportifs ou culturels, des maisons de santé... Autant de moyens mis au service des solidarités humaines et territoriales de notre Pays Basque.

L'effet loupe de la COVID-19 souligne les tensions de nos modèles économiques. Sur notre territoire, comme ailleurs, cohabitent plusieurs modèles, conjuguant à des degrés différents, ancrages locaux et flux mondialisés. Nous mesurons davantage encore aujourd'hui l'importance de renforcer ces ancrages, ce qui ne signifie pas que nous défendons un modèle qui ferait du Pays Basque une île. Les liens entre agriculture locale et alimentation des habitants du territoire est une illustration parfaite d'un chemin de transition largement partagé, comme en témoigne la réponse des consommateurs aux différents dispositifs développés pendant les confinements. Pour autant, le Pays Basque est mondialement connu pour des productions aux qualités exceptionnelles et nous souhaitons partager cette excellence avec l'ensemble des consommateurs exigeants qui les apprécient.

Enjeu majeur de notre temps, la transition énergétique ne doit pas faire les frais des impacts économiques de la pandémie. Le plan de relance s'attache à accompagner l'action en matière d'écologie, par exemple en matière de réhabilitation énergétique des bâtiments. C'est également un axe fort d'action du Plan Climat (PCAET) comme du Programme Local de l'Habitat (PLH). Au niveau des ménages, des entreprises comme des collectivités, nous mesurerons, au fil des semaines et des mois à venir, l'impact de la crise sur nos budgets.

### SOLIDARITÉ ET TRANSITION NE SONT PAS DES OPTIONS

En effet, et bien qu'il soit sans doute beaucoup trop tôt pour en mesurer complètement les effets, 2020 et 2021 pourraient se révéler être les années charnières d'un changement structurel de la pensée aménagiste sous les coups de buttoirs de nouvelles attentes sociales et de nouveaux modes de vie et de travail.

Qui saurait dire aujourd'hui avec certitude quels seront les effets du télétravail en matière d'aménagement du territoire ? De marginal, ce mode de travail deviendra sans doute une nouvelle norme pour de nombreux métiers. L'impact sur la réduction de la pollution de l'air est confirmé par les chiffres, par exemple en Ile de France. À plus long terme, cela va-t-il conduire à augmenter les distances entre le domicile et le lieu du travail présentiel ? Les rêves de jardin s'amplifient chez les personnes confinées en ville, même si au Pays Basque, l'imbrication entre ville et nature est très grande, comme l'ont souvent constaté avec bonheur les promeneurs confinés soumis à la règle du kilomètre.

L'intégration de la notion de risque sanitaire et plus globalement de santé suggère d'ailleurs un aménagement des villes qui préserve des poumons verts et des terres agricoles, ce qui va à l'encontre du modèle de densification devenu la norme juridique en matière d'urbanisme.

Les épisodes de confinement sont également l'occasion d'une pratique intensifiée de nos espaces de proximité. La marche à pied, la pratique du vélo sont l'occasion de redécouvrir le voisinage. Le télétravail favorise les commerces situés à proximité du domicile plutôt que ceux situés aux abords du lieu de travail...

Toutes ces pratiques remodelent nos quotidiens, en rééquilibrant les « présentiels » entre le domicile et l'activité professionnelle. Il est difficile de ne pas y voir une bonne nouvelle, tant cela pourrait être une chance pour les villes et les villages réduits à des fonctions « dortoir » et plus globalement pour un aménagement du territoire revitalisant les espaces ruraux.

Historiquement au Pays Basque, la trame sociale des villages n'était pas marquée par le rassemblement en un lieu commun – à l'exception toutefois de l'église – mais par le commun de la vie paysanne. Aujourd'hui, notre territoire tire sa vitalité de sa diversité économique et les parcours personnels et collectifs sont plus divers que par le passé. Poursuivre notre ambition en matière de qualité de vie et de cohésion suppose d'œuvrer pour la qualité de ce que nous faisons et mettons en commun.

## C'EST L'OCCASION D'UN NOUVEAU PLAIDOYER SUR LE FAIRE ENSEMBLE ET LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ

Au sein de la Communauté Pays Basque, l'enjeu de l'articulation entre les échelles de définition et de mise en œuvre de nos politiques publiques a été au cœur de notre nouveau pacte de gouvernance.

Le principe de subsidiarité conduit à ne pas faire à un échelon plus élevé ce qui peut être fait avec une plus grande efficacité à un échelon plus bas. En lien avec les enjeux d'urbanisme, c'est au nom de ce principe que la Communauté a retenu la possibilité dérogatoire d'élaborer plusieurs PLU infracommunautaires plutôt qu'un seul PLU couvrant les 158 communes. En toute logique, la gouvernance qui pilotera l'élaboration

de ces documents mobilisera les élus du territoire concerné. C'est néanmoins le conseil communautaire qui approuvera ces travaux, stratégiques quant à la trajectoire d'aménagement du territoire perçu comme bien commun.

L'articulation des échelles politiques interterritoriales, par exemple au niveau transfrontalier ou infracommunautaires, ne peut reposer que sur une base de responsabilité et de confiance.

La loi, le Schéma régional d'aménagement, le SCOT, la Communauté elle-même dans de nombreux documents stratégiques fixent les grandes orientations et objectifs des politiques publiques. Aux PLU infracommunautaires, aux projets cadrés par l'intérêt général, aux communes de préciser les moyens d'atteindre le plus efficacement ces objectifs.

Dans le monde de maintenant, la norme, plus solide que fluide, apparaît souvent mal adaptée. C'est encore davantage le cas quand la moindre adaptation nécessite de longs mois de procédure.

Plus que de règles, il nous faut nous nourrir de nos savoir-faire, valoriser l'intelligence collective et développer des méthodes adaptées à nos échelles de décision, plus ouvertes vers les acteurs et les habitants du territoire. À cette condition, en saisissant cette occasion, nous sortirons ensemble plus forts de cette épreuve. ■



*(...) L'intégration de la notion de risque sanitaire et plus globalement de santé suggère d'ailleurs un aménagement des villes qui préserve des poumons verts et des terres agricoles, ce qui va à l'encontre du modèle de densification devenu la norme juridique en matière d'urbanisme.*

**Jean-René ETCHEGARAY**



© N. Courdurier



---

**« SEULE COMPTE LA DÉ-  
MARCHE CAR C'EST ELLE QUI  
DURE ET NON LE BUT QUI N'EST  
QUE L'ILLUSION DU VOYAGEUR,  
LORSQU'IL MARCHE DE CRÊTE  
EN CRÊTE, COMME SI LE BUT  
ATTEINT AVAIT UN SENS. »**

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

# 2

## VIVRE ENSEMBLE

### COHÉSION, HABITANTS, MODE DE VIE





## LA PANDÉMIE TOURNE LA PAGE DE LA MODERNITÉ

### Interview de Jean VIARD

Sociologue, Directeur de recherche au CNRS

@jeanviard

### « LA PANDÉMIE TOURNE LA PAGE DE LA MODERNITÉ » : POUVEZ-VOUS EXPLIQUER VOTRE POINT DE VUE ?

L'esprit des lieux est en train de prendre le pas sur l'idée qu'ils doivent être « modernes ». Un territoire qui va se développer c'est dorénavant un territoire qui est chargé en mémoire, en esprit des lieux et qui est connecté avec le monde numérique et scientifique. Depuis 50 ans, on a bousculé une grande partie du territoire. On a fait 63 000 ronds-points, construit d'immenses hangars qui sont des supermarchés ou des entrepôts, on a fait d'immenses parkings, des bâtiments HLM où l'on a utilisé le béton et le parpaing d'une manière telle qu'au fond, on a mis partout une ligne droite vite construite au milieu de territoires aménagés à la hâte. Bref, on a abîmé beaucoup d'endroits. Quelque part, une commune qui n'avait pas ses ronds-points n'était pas moderne ; une entreprise qui n'avait pas ses bâtiments rectangulaires blancs qu'on voyait de loin n'était pas moderne ; une ville qui ne construisait pas de bâtiments HLM bien carrés avec un parking à côté pas loin d'un supermarché n'était pas dans le coup.

Ces éléments de modernité sont liés au fond à la société du pétrole qui a pris le pouvoir après 1945. Le pétrole a réorganisé le monde : partout on a fait des routes, des autoroutes, des ronds-points, des aéroports, des ports, des guerres pour le pétrole ... Mais aujourd'hui, le lien entre les hommes ne passe plus par le seul déplacement physique et donc plus par le seul pétrole. Il passe par le Numérique qui semble même avoir gagné la bataille du lien entre les hommes. Et, parce que les outils de communication entre les hommes sont structurants pour les sociétés, nous vivons une mutation profonde, accélérée par la pandémie de la Covid-19. Le lien numérique existe depuis 2006, année de la création de TWITTER. Certes, il y avait des ordinateurs avant 2006, mais c'est comme avant 1940, il y avait déjà des voitures, les taxis de la Marne, etc. mais c'était épi-phénoménique, c'était les très riches ou les camions de livraison. Et bien nous vivons un peu la même rupture historique, si vous voulez. On ne va évidemment pas remplacer le lien physique. Il faudra toujours se voir. Mais, dorénavant la première question que l'on se posera c'est : peut-on le faire par ZOOM, SKYPE ou autre ? Et tout le monde dira : Ça me fait gagner du temps. Ça veut dire que le premier lien est devenu numérique !

C'est pour ça, je pense, que l'esprit des lieux deviendra primordial : car, si le premier lien c'est le numérique, il se passe en grande partie à partir de là où j'habite ou autour de là où j'habite. Et donc cela renforce l'importance de ce lieu, parce qu'on y est beaucoup plus présent.

On n'a jamais été autant dans nos maisons, on n'a jamais été autant dans nos jardins. 70 % des français ont un jardin. Nous sommes dans une société où, dans les couples, on travaille de plus en plus les deux mais de moins en moins longtemps.

Moins longtemps dans la vie aussi, car on s'arrête plus tôt. On a donc de plus en plus de liens avec ce qui nous entoure, car nous sommes plus disponibles. Et je pense que le lien numérique va renforcer cette idée. Au fond, si on peut le dire simplement, on aura tous au moins deux lieux de travail : un autour de chez nous et un dans notre entreprise ... Donc ça va renforcer une « bi-organisation » du territoire.

### QUE RETENEZ-VOUS DES DEUX CONFINEMENTS ET DE CETTE CRISE SANITAIRE ? QUELS SONT POUR VOUS LES CHANGEMENTS LES PLUS MARQUANTS ?

Cette révolution du lien entre les hommes qui passe du pétrole au numérique, est quelque chose de très puissant. C'est un mouvement enclenché qui ne va pas du tout revenir en arrière. Même dans la sphère intra-familiale, entre les générations, les communications par internet sont devenues très importantes ; les grands-parents toutes les semaines voient leurs petits-enfants par SKYPE ou WHATSAPP. Les liens numériques modifient aussi la sphère de l'intime : internet recueille les confidences de chacun !

Je veux dire que ce n'est pas que dans la sphère professionnelle, politique ou culturelle même si celle-ci est peut-être plus lente à s'adapter...

Je pense que c'est pérenne, parce que c'était des tendances qui étaient déjà là, qui se renforcent. Une pandémie change fondamentalement les sociétés. Chaque pandémie a modifié profondément l'organisation des villes et même l'architecture. Selon moi, la pandémie Covid-19 est la plus grande pandémie que l'homme a connue depuis longtemps, non pas en nombre de morts, mais en effets socio-culturels. Quand on est cinq milliards à se confiner chez nous, que toute la planète le fait, qu'on enlève un milliard d'enfants des écoles, on est face à un phénomène d'ampleur historique absolument inconnu et dans un laps de temps incroyablement bref ! Même une guerre mondiale met des mois et des années à se développer, à se déplacer ... Là, on a vraiment commencé à en entendre parler en janvier 2020 et en mars, on ne pouvait plus sortir. La planète a été sidérée : il faut garder cette image.

La pandémie a donc accéléré des phénomènes puissants qui pré-existaient : par exemple, la « métropolisation des flux ». Que se passe-t-il ? Une chose très simple, la révolution numérique accélère la révolution de richesses dans les métropoles parce que la toile y est partout : elle accélère le lien physique. Dans les 200 métropoles qui sont en train de restructurer la mondialisation, on a ce phénomène : la métropole numérique est une métropole de flux. Que vous soyez, j'allais dire, modeste, aisé ou misérable, vous appartenez au flux. Quand vous habitez à Nantes, vous profitez du « Voyage à Nantes », quand vous êtes à Paris, vous profitez des musées, des petits théâtres, de l'Opéra, à Bordeaux aussi... c'est-à-dire que vous êtes en prise directe avec les offres multiples et variées et vos enfants peuvent aller faire leurs études à pied, à vélo, en tram.



*(...) aujourd'hui, le lien entre les hommes ne passe plus par le seul déplacement physique et donc plus par le seul pétrole. Il passe par le Numérique qui semble même avoir gagné la bataille du lien entre les hommes. Et, parce que les outils de communication entre les hommes sont structurants pour les sociétés, nous vivons une mutation profonde, accélérée par la pandémie de la Covid-19 (...)*

--

*(...) Selon moi, la pandémie Covid-19 est la plus grande pandémie que l'homme a connue depuis longtemps, non pas en nombre de morts, mais en effets socio-culturels. Quand on est cinq milliards à se confiner chez nous, que toute la planète le fait, qu'on enlève un milliard d'enfants des écoles, on est face à un phénomène d'ampleur historique absolument inconnu et dans un laps de temps incroyablement bref ! Même une guerre mondiale met des mois et des années à se développer, à se déplacer ... Là on a vraiment commencé à en entendre parler en janvier 2020, et en mars on ne pouvait plus sortir. La planète a été sidérée : il faut garder cette image.*

**Jean VIARD**

Si vous habitez à deux heures d'une métropole, vous n'êtes pas dans cette société du flux, vous êtes dans la société du stock, vous êtes dans un territoire où vous avez l'impression que ce qui se passe n'est pas pour vous. Du coup, il y a une rupture culturelle, une rupture politique entre ces deux mondes et c'est un sujet majeur.

### « LA TOILE TERRITORIALE DENSIFIE LA MÉTROPOLE : NOUS SOMMES TOUS DÉPENDANTS D'UNE MÉTROPOLE » : CELA SIGNIFIE-T-IL QUE LES TERRITOIRES PÉRIPHÉRIQUES NE PEUVENT SE DÉVELOPPER QU'EN « RÉSONNANCE » AVEC LES MÉTROPOLES ?

Je pense qu'il y a deux grands « moteurs ». Le premier c'est effectivement les métropoles. En France, disons qu'il y en a dix. Il y en a plus d'un point de vue administratif car tous les maires de grandes villes veulent être « métropole » mais c'est à mon avis une bêtise parce que ce ne sont pas des métropoles en termes de réseau d'organisation.

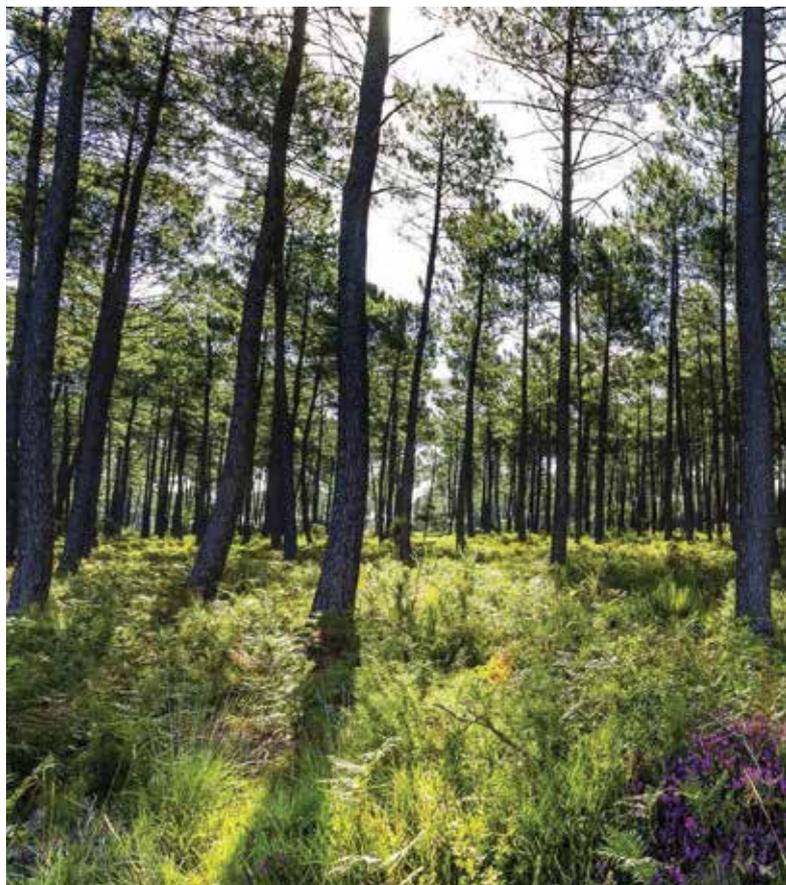
On a par ailleurs 70 % du sol qui est agricole ou forestier. À mon avis, dans le monde de demain, ce sera une puissance gigantesque parce que l'avenir, c'est quand même de se nourrir, de s'habiller, de capter le carbone, de produire de l'énergie. Il est clair que la question forestière et agricole est en réalité l'avenir des sociétés : c'est le second moteur. Et en France, la chance que l'on a, c'est que l'espace agricole et forestier est encore très largement majoritaire. Sauf que l'on ne s'en occupe pas. La forêt n'est quasiment pas exploitée et le conflit entre la modernité et l'agriculture est extrêmement violent.

70 à 80 % du sol national est couvert de cultures, de forêts, d'un monde de villages et de petites villes qui représentent une puissance formidable qui peut s'organiser. Je suis fasciné par le Comté par exemple. Au sud de Besançon, des centaines d'agriculteurs se sont structurés autour d'un fromage qu'ils sont arrivés à vendre dans le monde entier car il est facile à transporter. Vous avez là un modèle de développement non métropolitain absolument passionnant. Le modèle de la Vendée est tout aussi passionnant. À l'origine, ce sont des paysans qui avaient deux solutions. Soit ils se mangeaient les uns les autres pour grossir - en général on mange d'abord les cousins les plus fragiles, si ce sont des filles, c'est encore plus simple. Du coup on crée des conflits et beaucoup partent - Soit ils décidaient de devenir tous des paysans ouvriers, des paysans industriels. C'est ce qu'ils ont choisi : ils ont créé petites entreprises sur petites entreprises. Ces exemples indiquent qu'il peut y avoir d'autres modèles de développement. Il n'y a pas de lieux condamnés, il y a seulement des lieux sans projet.

Les métropoles sont les cœurs battants. Pour faire une image avec les mines à charbon du 19<sup>e</sup>, je les appelle les mines du 21<sup>e</sup> siècle : elles produisent 61 % du PIB national, elles sont donc évidemment le moteur essentiel mais ce n'est pas le moteur unique ! Après ces métropoles qui « entraînent », il y a trois « cercles » qui s'entremêlent. Pour aller très vite, il y a le monde « gilet jaune », celui des résidences secondaires et du télétravail, et enfin le monde paysan et forestier.

Le monde « gilet jaune » est l'extension des milieux populaires qui a construit des lotissements pas chers où l'on achète un terrain uniquement en fonction du prix et de la distance pour avoir deux emplois et deux petites voitures diesel. Ce qu'il faut, c'est un collège, un supermarché, un rond-point et un accès autoroutier. Dans ce pays, il y a seize millions de maisons avec jardins contre douze ou treize millions d'appartements. Depuis la Reconstruction et pendant les Trente Glorieuses, toutes nos démocraties ont donné accès à la propriété foncière à des milieux populaires grâce à des petites maisons en lotissement. C'est aujourd'hui eux qui se retournent contre la démocratie, parce que c'est l'électorat de Donald TRUMP, de Boris JOHNSON, du Rassemblement National... Parce que quelque part, on a construit un mode de vie mais on n'a pas construit un territoire démocratique. Ces gens n'habitent nulle part. Ils sont à une heure de Nantes et là où ils habitent, ils ne connaissent personne. Ils sont désocialisés et c'est pour ça qu'ils se sont socialisés sur le rond-point, qui était un lieu improbable mais ils le connaissent tous parce qu'ils tournent autour et l'empruntent tous les jours.

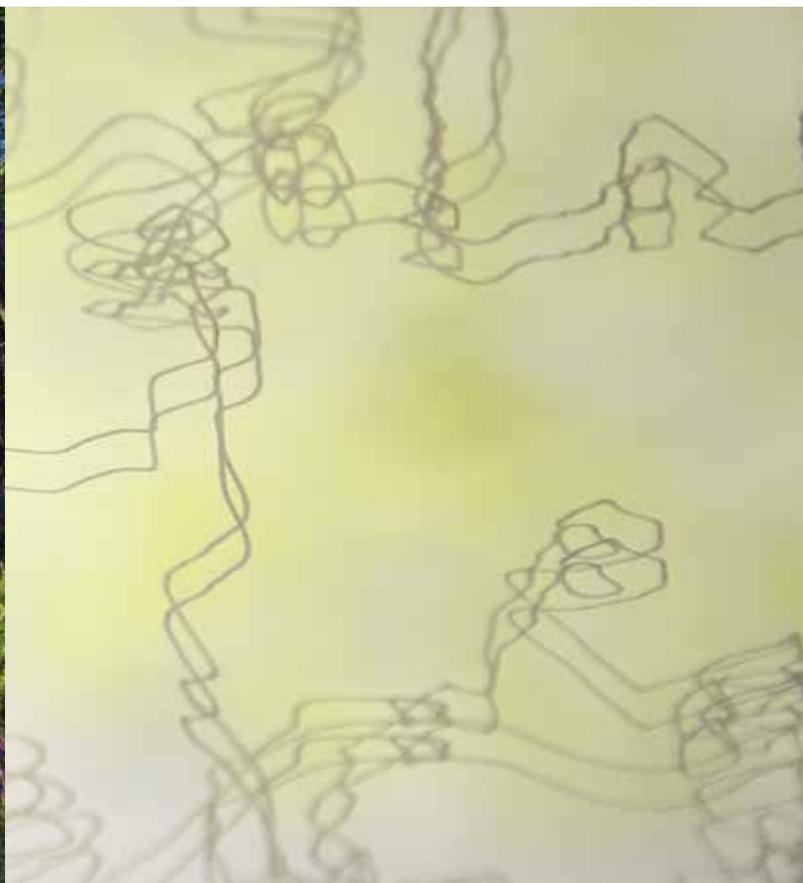
Le second monde, pour faire simple, c'est le monde des résidences secondaires et du télétravail, qui se chevauchent beaucoup. Ces gens choisissent des lieux qui ont une image culturelle forte, où existe un esprit des lieux valorisé, qui doit être un peu plus qu'une carte postale de lieux touristiques, un lieu « vivant ». Ils auront la fierté de dire : « Et bien moi je suis allé habiter à Tours et je vois la Loire », « Moi je suis allé habiter à Beauvais ... ». « Moi, à Quimper, parce que c'est un lieu authentique ! » Et c'est pareil s'ils sont à Bordeaux, Hossegor ou Bidart. Autour des premiers « implantés » s'agrègent de



“

*(...) Je pense qu'il y a deux grands « moteurs ». Le premier c'est effectivement les métropoles (...) On a par ailleurs 70 % du sol qui est agricole ou forestier. À mon avis, dans le monde de demain, ce sera une puissance gigantesque parce que l'avenir c'est quand même de se nourrir, de s'habiller, de capter le carbone, de produire de l'énergie. Il est clair que la question forestière et agricole est en réalité l'avenir des sociétés : c'est le second moteur. Et en France, la chance que l'on a c'est que l'espace agricole et forestier est encore très largement majoritaire. Sauf que l'on ne s'en occupe pas. La forêt n'est quasiment pas exploitée et le conflit entre la modernité et l'agriculture est extrêmement violent.*

**Jean VIARD**



nouveaux. Ils sont entre deux mondes, celui des métropoles et celui de cette extension de la ville, qu'on va appeler en caricaturant « touristico-bobo-télétravail » qui valorise la mise en scène du territoire qui a été faite depuis plus de 50 ans.

Enfin, il y a le monde paysan et forestier, majoritaire spatialement, dans lequel bien sûr, il y a aussi un peu des populations des deux autres mondes, car il ne reste en France qu'environ 440 000 « vraies fermes » et les successions se sont souvent faites en vendant des terrains pour faire des petits lotissements. Il y a donc beaucoup de paysans qui ont des voisins qui appartiennent à l'une des deux autres extensions dont j'ai parlé. Soit ils ont racheté la vieille ferme historique et ils appartiennent au « télétravailleur-bobo », soit ils ont acheté un bout de terrain à construire dans le lotissement autorisé à côté du village et ils sont plutôt profil « gilet jaune ». Au fond, nos deux extensions de la ville, la ville « gilet jaune » et la ville « télétravailleur touristico-bobo », ont des tas de pieds à l'intérieur de la partie la plus agricole du territoire.

Une fois brossé à grands traits notre territoire national, nous obtenons ce que j'appellerais comme certains géographes, « l'hyper-ville »\*, c'est-à-dire une ville qui intègre « l'extérieur » de la ville, la ville « hors les murs ». Ce territoire n'a pas d'organisation administrative ou politique, il est purement bâti par la fonctionnalité.

Nous sommes là sur des transformations fondamentales mais cette pensée du territoire est peu présente en France. Cet immense territoire, cette « hyper-ville », n'a pas de statut chez nous, alors qu'il en a en Suisse ou au Canada. Ce territoire qui va de la terre à la métropole, en passant par la forêt nécessite une vraie réflexion : c'est le territoire de la production de richesses du futur. Il est impératif que nous pensions à cette échelle et dans ces inter-actions.

Le monde « bobo » le fait déjà, car ils vont dans des lieux qui sont des petites villes moyennes et des lieux valorisés. Ils choisissent une commune et l'investissent. Et là, la question c'est : est-ce que ces communes vont comprendre cette arrivée ? Vont-elles créer dans les six mois 10 000 lieux de co-working par exemple ? Vont-elles se dire « ces gens, c'est notre chance, ils sont compétents, ils ont des salaires importants, ils vont développer les services et l'activité et puis ils vont amener de la compétence, ils vont amener une culture numérique dans un monde touristique qui était souvent plus touristique que productif » ?

Dans le « monde gilet jaune », nous devons faire de la « restructuration démocratique » : il faut que l'on reconstruise des territoires disons « communs », partagés, vécus c'est-à-dire ce que l'on appelle en fait historiquement des « Communes ». Où il y a un collège, des services publics, un espace de co-working, un lieu de télétravail, mais aussi un marché, une halle, un espace de sport etc... Bref, un lieu de vie.

\* Travaux de Franck CORMERAIS, du laboratoire MICA - Médiations, Informations, Communications, Arts - de l'Université Michel Montaigne de Bordeaux



*(...) Une fois brossé à grands traits notre territoire national, nous obtenons ce que j'appellerais comme certains géographes, « l'hyper-ville »\*, c'est-à-dire une ville qui intègre « l'extérieur » de la ville, la ville « hors les murs ». Ce territoire n'a pas d'organisation administrative ou politique, il est purement bâti par la fonctionnalité.*

**Jean VIARD**

L'autre jour, on m'a interrogé sur la décentralisation. J'ai toujours été favorable à la décentralisation. Mais en réalité, on a renforcé les silos : le silo communal, le silo départemental, le silo régional. Chacun travaille dans son territoire. En France, on a toujours pensé d'abord la gestion des territoires et non celle des populations. Le vrai enjeu est là. Plutôt que de savoir s'il faut continuer ou pas la décentralisation, je pense qu'il faut rapprocher entre elles les instances puissantes, les Régions, les Départements, les Métropoles, voire les Pays. Une des choses que l'on a apprises pendant la pandémie, c'est que pour la première fois dans l'histoire de France, les Régions ont travaillé main dans la main avec les Départements et les Métropoles. Pour la première fois, ils se sont regroupés face à l'État. Ils ont d'ailleurs joué ensemble un rôle très important dans la gestion de la pandémie, l'État a montré son immense faiblesse et son immense bureaucratisation.

Donc pourquoi ne pas continuer sur ce modèle intelligent, celui d'un comité où il y a le Président de Région, les Présidents de départements et de métropoles ? C'est assez logique, ce sont les grands opérateurs du territoire. Et après, ils sont face à l'appareil d'État. Ce serait déjà un modèle qui pourrait nous permettre de progresser.

L'autre modèle serait que les élus se préoccupent non pas de leur territoire en priorité mais de leur population : quels sont les problèmes de ma population pour s'éduquer, se soigner, se déplacer ? etc. Et à ce moment-là, on pense des politiques « horizontales » et non plus verticales, « silotées » ! Il faut penser un monde horizontal. Le premier lien horizontal d'ailleurs, c'est le numérique. C'est-à-dire que la question du désenclavement numérique est évidemment un des éléments centraux de cette question.

J'ai été élu local de Marseille Provence Métropole. Nous étions 563 élus dans la Métropole. Comment voulez-vous que 563 élus qui veulent de temps en temps passer dans les médias, ne passent pas leur temps à critiquer en disant « il faut faire ci, il faut faire ça » ? Ce n'est évidemment pas possible. On a une surreprésentation démocratique, il ne faut pas se le cacher ! Je pense tout simplement qu'il y a trop d'élus dans les campagnes et pas assez dans les villes. C'était le Maire du Mans qui disait « si tu habites à la campagne, tu as la chance d'avoir un conseil municipal, un maire et avec un peu de chance tu as même un conseiller départemental et si tu habites dans un HLM de 10 000 personnes, avec un peu de chance tu as un concierge ». La première inégalité est démocratique : il faut aller vers une égalité démocratique.

En 1789, la République a créé les communes sur la base des paroisses, parce que c'était l'unité de vie de la société à l'époque. Aujourd'hui, le cœur du modèle républicain est l'éducation : pourquoi ne pas se dire que c'est le territoire du collège qui doit être le territoire de base de la démocratie et rebâtir les communes sur l'unité territoriale des collèges par exemple ?



*(...) Une des choses que l'on a apprises pendant la pandémie, c'est que pour la première fois dans l'histoire de France, les Régions ont travaillé main dans la main avec les Départements et les Métropoles (...) Donc pourquoi ne pas continuer sur ce modèle intelligent, celui d'un comité où il y a le Président de Région, les Présidents de départements et de métropoles ?*

**Jean VIARD**



*(...) Je pense que les « tiers-lieux » sont potentiellement les « nouvelles maisons du peuple », comme ont pu l'être, au moins dans l'ambition, les Maisons de la Culture de Malraux. Au fond qu'est-ce que c'est qu'un tiers-lieu ? C'est un lieu culturel qui se bâtit dans la sphère numérique et qui essaye de faire un lien avec ce qu'on appelait avant, le monde de la culture. C'est un lieu de formation, un lieu où l'on peut apprendre aussi des gens. C'est un lieu de développement de micro-entreprises, où l'on peut aider des start-ups à démarrer, où on leur offre « le gîte et le couvert », des conseils, ...*

**Jean VIARD**



Mais ce n'est pas qu'une question de carte administrative : c'est d'abord et surtout une question de projets. Prenez Tours par exemple. Tours accueille de plus en plus de monde d'Ile-de-France. Et bien quelque part, il devrait exister une structure où le Maire de Tours et d'autres élus du Centre se réunissent régulièrement avec les élus de l'Ile-de-France, parce qu'en fait, ils ont des tas de choses à faire en commun ! Regardez la Métropole de Bordeaux ... Même chose. Il y a 2 ou 3 ans, j'ai mangé avec le maire de Libourne, il me dit « Vous ne savez pas ce qui vient de se passer ? Alain JUPPÉ vient de me téléphoner ! ». Il ajoute que ça n'était jamais arrivé depuis 12 ans ! Alors que ça se touche ! Mais le maire de Bordeaux, il faisait Bordeaux et il a fait un boulot fantastique ! Mais du coup Bordeaux est monté en gamme mais autour, est-ce qu'ils sont plus pauvres ? non, mais ils ont un sentiment d'injustice. Parce que si l'autre s'enrichit, vous avez l'impression que vous êtes injustement traité.

Ça revient à ce que je disais sur le monde du flux et le monde du stock au début de notre entretien. Parce qu'en réalité il y a aussi dans les villes, les métropoles, des mondes de stock. À Marseille, dans les quartiers les plus pauvres, je vous assure qu'il y a des gens qui ne sont jamais sortis du quartier. Il est peut-être plus facile de les brancher sur le flux parce qu'ils sont juste à côté mais il reste qu'ils ne sont pas branchés. À l'inverse, dans les territoires ruraux, il y a aussi un monde de flux qui est très dynamique.

D'abord le numérique rentre à toute vitesse dans le monde agricole. De plus en plus d'agriculteurs traitent leurs champs en fonction des cartes qu'ils ont dans leurs ordinateurs pour savoir où est la maladie, où est l'attaque, au lieu de traiter 10 hectares on traite 500 m<sup>2</sup>.

En revanche, dans les territoires ruraux, il existe des réseaux que l'on n'utilise pas ou peu. Certaines communes, par exemple, utilisent beaucoup les résidences secondaires. À un moment, ils se sont dit, le propriétaire qui a une grosse résidence secondaire a forcément des gros réseaux. Si tous les ans le Maire réunit les plus gros résidents secondaires, ces gens peuvent lui donner des coups de main. Soit pour placer des jeunes, soit pour faire des liens que ni les uns ni les autres n'imaginent.

Voyez-moi, je viens d'investir dans un tiers-lieu en Bretagne avec 50 copains, à Pont l'Abbé. Environ 30 qui sont des locaux : le patron de la librairie, un hôtelier, des petits industriels etc... Les autres sont des propriétaires de résidences secondaires, des belges, des parisiens, des Marseillais ... Les deux réseaux se sont associés. On a acheté un hôtel pour en

faire un tiers-lieu à la fois culturel et de co-développement. Le Département va y mettre également un espace de service public. On associe le privé et le public. On a investi chacun 5 ou 10 000 euros : à cinquante, ça commence à avancer assez vite ! Dans ces territoires en périphérie, ce type de modèle collaboratif entre le privé et le public peut contribuer à restructurer puissamment les territoires.

## COMMENT CRÉER, DANS LES TERRITOIRES ET LA POPULATION, DES POINTS DE CONTACT ET DE COHÉSION ÉQUILIBRÉS ET QUI FONT « SOCIÉTÉ » ?

Je pense que les « tiers-lieux » sont potentiellement les « nouvelles maisons du peuple », comme ont pu l'être, au moins dans l'ambition, les Maisons de la Culture de Malraux. Au fond qu'est-ce que c'est qu'un tiers-lieu ? C'est un lieu culturel qui se bâtit dans la sphère numérique et qui essaye de faire un lien avec ce qu'on appelait avant, le monde de la culture. C'est un lieu de formation, un lieu où l'on peut apprendre aussi des gens. C'est un lieu de développement de micro-entreprises, où l'on peut aider des start-ups à démarrer, où on leur offre « le gîte et le couvert », des conseils, ... Ça aussi ça relève des réseaux, conseiller un jeune qui démarre, lui donner quelques idées pour gérer sa boîte, éviter qu'il se plante dès le début. C'est facile pour quelqu'un qui en a déjà construit mais c'est très compliqué la première fois que vous le faites. Ces tiers-lieux doivent être pensés sur cette ambition collaborative.

Par ailleurs, nous avons une autre question à nous poser : comment profite-t-on de cette pandémie pour accélérer la transformation du commerce ? Je considère que le lien entre le livré et le « rayonnage » est un couple absolument génial, absolument fantastique ! Pas besoin de sortir et en même temps je peux rencontrer des gens ! C'est un formidable choix avantageux pour l'économie locale.

Dans un tout autre domaine, les sociétés construisent des imaginaires et au fond ce sont les imaginaires qui nous rassemblent. Dieu c'est un imaginaire : personne ne l'a jamais vu. La nation c'est un imaginaire, personne ne l'a jamais croisée. Le peuple on ne le connaît pas, on connaît la foule mais on ne connaît pas le peuple... Les sociétés s'organisent à partir d'un imaginaire vers le réel et les imaginaires évidemment ils changent. Nous étions en fin de cycle. Et puis, arrive la pandémie, et la pandémie c'est un détonateur. C'est-à-dire qu'elle a fait exploser une vision du monde, elle a fait exploser l'idée que la mondialisation était d'abord économique. On s'est rendu compte qu'elle devait d'abord offrir une protection de l'humanité, des individus, on a échangé.



Si nous sommes à la fin d'un cycle, c'est qu'il va falloir ouvrir un nouveau cycle. Mon hypothèse, c'est que ce détonateur est un détonateur écologique. Parce que la pandémie, c'est l'histoire d'un tout petit virus qui va toucher toute l'humanité. C'est un élément naturel qui échappe à la plus belle civilisation scientifique et technique que l'humanité n'ait jamais construite.

Je pense que la bataille politique va se déplacer à l'intérieur du champ du réchauffement climatique. On ne peut plus dire qu'il n'existe pas, à part quelques illuminés, mais on peut dire qu'il y a différentes solutions. On peut dire « il faut jouer la science », « il faut jouer la technique », « il faut marcher à pied », « il faut arrêter de prendre l'avion » ... Il y a des tas de choix différents et on va certainement retrouver des rapports de force comme on avait avant. Nous avons collectivement un nouvel enjeu, c'est le réchauffement climatique pour tout le monde. Nous avons un « commun » : je pense que cette pandémie nous a redonné un commun et ça c'est absolument essentiel.

On va pouvoir s'affronter à l'intérieur de ce « commun », on va pouvoir ne pas être d'accord mais c'est ça la démocratie. Alors qu'elle n'intéressait plus les gens, parce que quand vous circulez vous ne voyez pas la différence entre une mairie de droite et une mairie de gauche.

Nous sommes au début d'un nouveau conflit qui est cette bataille de l'humanité pour sa survie et je pense que cette pandémie va en marquer le début.

Il faut se rappeler une chose, l'écologie en 68 on en parlait à peine. René DUMONT, à la Présidentielle de 1974, il a fait 1 %. Le ministère de l'environnement ça date de la fin des années 70, et franchement c'était le ministre qui s'occupait des plantes vertes ! On voit bien que ça change.

La pandémie c'est la fin de DESCARTES et le triomphe de ROUSSEAU, c'est à dire à un moment où l'homme n'est plus maître et possesseur de la nature, mais où il est un animal parmi les autres qui est plus structuré, plus organisé, plus intelligent mais c'est tout. On ne protège pas la nature seulement pour elle-même, ce qu'on protège c'est l'humanité. Les gens qui me font de grands discours en me disant qu'il faut sauver la nature en elle-même, ce n'est pas mon sujet principal. J'ai besoin de la nature car je lui appartiens. Il est alors clair que protéger la nature, c'est me protéger moi-même. C'est au nom de la protection de l'homme que je protège la nature et là, nous passons dans une nouvelle époque ! Ce qui compte maintenant c'est que l'alerte a été sonnée.

C'est comme le numérique : avant la pandémie, il y avait déjà du numérique, mais maintenant on est dans le monde numérique. Avant la pandémie il y avait des écolos, maintenant on est dans le monde du réchauffement climatique. L'enjeu est d'avoir une pensée commune du débat public à l'intérieur du réchauffement climatique avec des affrontements, des conflits, des échanges, ...

La première des choses très positives de cette pandémie, c'est qu'elle peut permettre de démarrer sérieusement la lutte contre le réchauffement climatique. Elle a également revalidé trois choses absolument essentielles : la santé, l'école et le travail qui sont devenus trois concepts positifs.

Il faut regarder tous ces changements et se dire effectivement, comment on va reconstruire la société autour de l'école ? Comment on va la reconstruire autour de la santé ? Avec quel type d'entreprises ?

Le débat public dans les années qui viennent promet d'être passionnant. ■

## A PROPOS

**Jean VIARD** est sociologue et directeur de recherches CNRS au CEVIPOF, Centre de recherches politiques de Sciences Po Paris. Ses domaines de recherche sont les temps sociaux (vacances, 35 h), mais aussi l'aménagement du territoire, l'agriculture et les comportements politiques. « Il est l'un des meilleurs connaisseurs du territoire français. Plus encore que ses titres – sociologue, directeur de recherche au CNRS... – c'est son éclectisme qui fait sa richesse.

--

*« Jean Viard est capable d'articuler, dans la même phrase, observation sociologique, vision historique et tactique politique. »*

Michel Feltin, L'Express

*« Grand connaisseur du milieu agricole et rural. »*

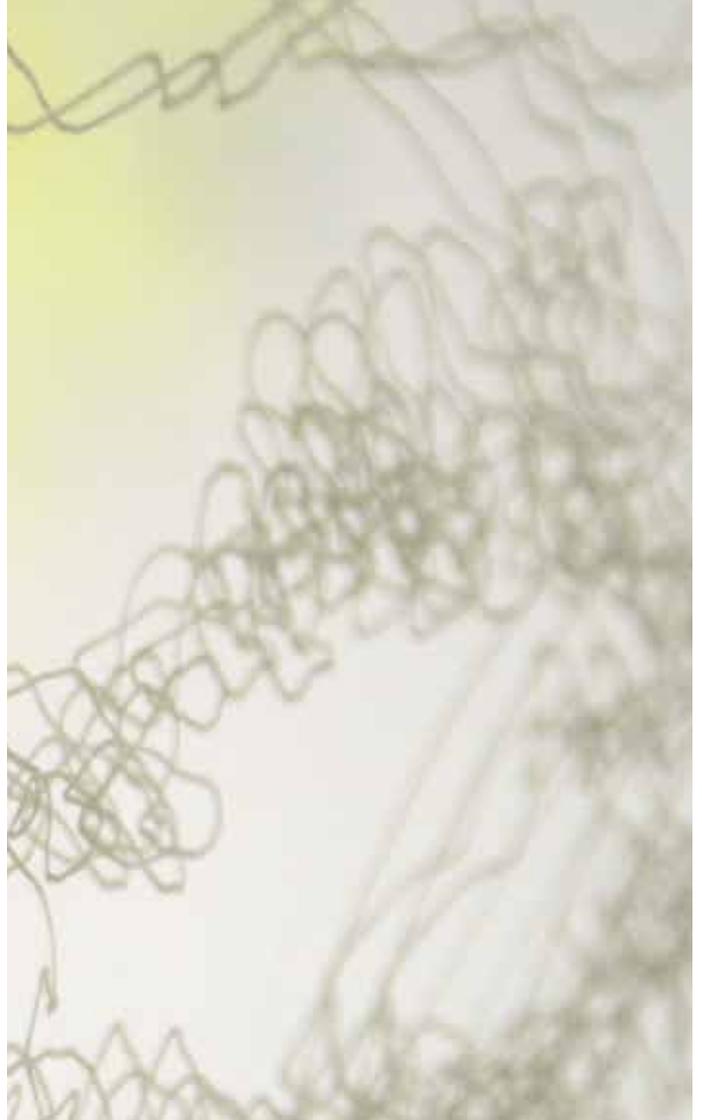
Laëtitia Clavreul, Le Monde

*« Jean Viard, l'un des meilleurs connaisseurs du territoire français. »*, RTL



*(...) Si nous sommes à la fin d'un cycle, c'est qu'il va falloir ouvrir un nouveau cycle. Mon hypothèse, c'est que ce détonateur est un détonateur écologique. (...) La première des choses très positives de cette pandémie, c'est qu'elle peut permettre de démarrer sérieusement la lutte contre le réchauffement climatique (...)*

**Jean VIARD**





*L'épisode inédit auquel le pays est confronté depuis plusieurs mois interroge, au plus profond, la valeur de l'action publique et la remet, s'il en était besoin, sur le devant de la scène.*

**Jean-Jacques LASSERRE**



© CDT 64



## REBÂTIR UN CONTRAT SOCIAL LOCAL, RESPONSABLE ET VISIONNAIRE

Par Jean-Jacques LASSERRE

Président du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques

*Qui oserait encore douter, aujourd'hui, de l'importance de nos institutions ? À plus forte raison, qui pourrait encore affirmer, comme cela avait été fait il y a quelques années, que la gradation géographique institutionnelle de la France n'est pas, justement, l'un des moyens forts d'un engagement efficace, au plus près des problématiques et des citoyens ?*

Échelons du quotidien, la commune et l'intercommunalité montrent, à travers cette crise, combien il est essentiel de connaître son territoire, ses valeurs, ses atouts, ses fragilités, afin de pouvoir, en toute objectivité et avec une grande réactivité, intervenir avec la force et la compétence des équipes de terrain.

Le Département, lui, se révèle être l'échelon stratégique par excellence, celle du bassin de vie, celle des mobilités du quotidien, celle de l'appréhension des problématiques systématisées en structures complexes à agencer finement. Il montre un peu plus son rôle de maître du puzzle : ni trop proche pour pouvoir garder une ligne d'horizon suffisamment sécurisante et englobante, ni trop lointain pour garder la valeur du quotidien dans les actions à mettre en œuvre.

Enfin, les échelons de la Région et de l'État viennent, et c'est indispensable, soutenir les territoires, les collectivités, les outils productifs, par des aides structurelles, économiques notamment, sans lesquelles nous pourrions être, aujourd'hui, dans une situation bien plus difficile.

La vraie valeur ajoutée d'une action publique de qualité, c'est sa capacité à anticiper. En cela, le Département des Pyrénées-Atlantiques n'a pas attendu d'être confronté à la crise pour accompagner les changements à l'œuvre dans la société ou les milieux naturels.

### SUR LA VALORISATION DES OUTILS LOCAUX DE PRODUCTION ET LES SAVOIR-FAIRE, D'ABORD.

Impliqué depuis dix ans dans le programme Manger Bio & Local, Labels et Terroir, qui permet aujourd'hui à 25 000 convives de profiter, chaque jour, d'une alimentation saine et locale dans la restauration collective, le Département a participé à organiser, durant le confinement notamment, les drive fermiers qui ont rencontré un réel succès. C'était indispensable pour nos agriculteurs ; c'était également une demande pressante de la population. La réponse a été à la hauteur de l'enjeu.

En outre, nous participons actuellement à la mise en place d'une plateforme de e-commerce en lien avec les collectivités locales, qui sera une vitrine valorisante pour nos commerçants et qui aidera à casser les effets de rupture géographique pour les territoires les plus isolés.

### SUR LA CONSOLIDATION D'UN MAILLAGE DE SERVICES AU PUBLIC AU PLUS PRÈS DES HABITANTS, ENSUITE.

Par les compétences plurielles mises au service des territoires, dans le cadre de son offre d'ingénierie, par les fonds importants qu'il mobilise pour leur développement, dans le cadre des appels à projets ou le soutien aux communes, ou par les partenariats stratégiques qu'il noue avec les différents niveaux d'institutions (communes, EPCI, Région ou État), le Département est l'une des pièces maîtresses de la réalisation d'un monde ouvert au lointain, mais solide sur ses bases de proximité. Tout ne peut se passer sur internet, nous l'avons vu récemment. À l'inverse, on ne doit pas s'enfermer dans des postures de repli sur le seul local. Comme dit l'adage : « penser global, agir local ! »

## SUR L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ESSOR DE NOUVEAUX MODES DE DÉPLACEMENTS ET DE VIE QUOTIDIENNE.

Cette crise a consacré une nouvelle star et je m'en félicite : le vélo ! Longtemps oublié au fond des garages, il s'affirme désormais comme le vecteur d'une proximité retrouvée avec le temps, avec le paysage, et avec la responsabilité collective envers l'environnement dont hériteront les générations futures. À ce titre, nous venons de voter un Plan Vélo Départemental, qui pose les bases d'un maillage cyclable pertinent, promouvant le cyclotourisme aussi bien que la mobilité quotidienne. Dans ce cadre, nous aurons la capacité d'impulser, puis d'accompagner, les politiques de déplacement de nos intercommunalités.

## SUR L'AVÈNEMENT DE LA PARTICIPATION CITOYENNE, ÉGALEMENT.

Là encore, nos actions trouvent aujourd'hui une résonance amplifiée. Le programme FENICS, qui met l'habitant au cœur des stratégies d'aménagement du territoire, ou le budget participatif départemental, qui s'est vu proposer, pour sa première édition, plus de 400 projets, sont des exemples, parmi d'autres, d'une nouvelle vision engageante pour nous, les institutions, mais aussi pour les citoyens, qui prennent ici part, de manière concrète, à leur avenir.

## SUR LES SOLIDARITÉS HUMAINES

Dans ce domaine qui regroupe les principales compétences du Département, un choix volontariste a conduit à rénover totalement l'action sociale pour construire un nouveau modèle qui s'est adapté aux besoins des usagers, de par la proximité et la pluridisciplinarité des équipes présentes sur chaque SDSEI. Proximité, simplicité, efficacité et souplesse : l'utilisateur est au cœur de l'accompagnement : lorsqu'il pousse la porte du service territorialisé, c'est sa situation globale qui est prise en compte. Le fonctionnement en transversalité permet d'accompagner les plus fragiles sur toutes les thématiques essentielles. Le développement des actions collectives, du « faire ensemble » et non plus du « faire à la place » permet de mobiliser les compétences de chacun pour qu'il devienne acteur de son parcours de vie.

L'engagement du Département au profit des plus vulnérables se concrétise aussi par un investissement important dans les actions partenariales, notamment par le biais de la contractualisation avec l'État dans le cadre de stratégies nationales pour lutter contre la pauvreté et pour mieux prévenir et protéger. La mise en œuvre de dispositifs innovants pour accompagner l'évolution des vulnérabilités : insertion sociale et professionnelle, accompagnement des jeunes qui présentent des difficultés multiples, étayage des partenaires médico-sociaux avec des dispositifs sanitaires... permet de répondre aux nouveaux besoins des publics accompagnés.

## SUR L'INCLUSION NUMÉRIQUE

Dans un contexte de dématérialisation croissante, notamment des démarches administratives, l'accompagnement, la médiation et la formation aux outils numériques sont des enjeux majeurs. Lancée en octobre 2017 avec l'ensemble des parties prenantes du territoire, la stratégie départementale d'inclusion numérique vise à favoriser l'autonomie numérique des usagers, notamment les plus éloignés, pour un meilleur accès aux droits et une meilleure insertion sociale et professionnelle.

Ainsi, le choix qui est fait par le Département des Pyrénées-Atlantiques aujourd'hui est de conforter ce qui fait de lui un acteur reconnu et plébiscité, tout en s'adaptant aux nouveaux modes de vie, de consommation, de travail, et aux contraintes protéiformes d'un monde en plein bouleversement.

Les chaînes de solidarité ont montré la puissance constructive que nous pouvons avoir lorsque nous avançons tous dans une même direction.

C'est l'essence même de l'action publique départementale : fédérer sans oublier quiconque, avec respect des différences de chacun, et clairvoyance quant à l'avenir.

C'est en cela que le nouveau contrat auquel cette crise nous oblige, doit devenir durable : une responsabilité accrue de chacun, citoyen ou institutionnel, une valeur du local mis globalement en perspective, et un horizon clair, partagé et dénué de tout fantasme misérabiliste ou naïf. ■



“

*(...) Qui oserait encore douter, aujourd’hui, de l’importance de nos institutions ? À plus forte raison, qui pourrait encore affirmer, comme cela avait été fait il y a quelques années, que la gradation géographique institutionnelle de la France n’est pas, justement, l’un des moyens forts d’un engagement efficace, au plus près des problématiques et des citoyens ? (...) Ainsi, le choix qui est fait par le Département des Pyrénées-Atlantiques aujourd’hui est de conforter ce qui fait de lui un acteur reconnu et plébiscité, tout en s’adaptant aux nouveaux modes de vie, de consommation, de travail, et aux contraintes protéiformes d’un monde en plein bouleversement. Les chaînes de solidarité ont montré la puissance constructive que nous pouvons avoir lorsque nous avançons tous dans une même direction.*

**Jean-Jacques LASSERRE**





■

**« VOYEZ-VOUS DANS LA VIE,  
IL N'Y A PAS DE SOLUTIONS.  
IL Y A DES FORCES EN MARCHÉ :  
IL FAUT LES CRÉER, ET LES  
SOLUTIONS LES SUIVENT »**

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

# 3 CO-CONSTRUIRE LE FUTUR DES TERRITOIRES

(RE)GÉNÉRATION,  
(RE)DYNAMISATION,  
INNOVATION





© Romain Véricel

## CE SONT LES INTERACTIONS CONSTRUCTIVES QUI FERONT ÉMERGER LES INNOVATIONS

### Interview de Joël DE ROSNAY

Docteur ès Sciences, Prospectiviste

@derosnayjoel

NOUS TRAVERSONS UNE CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT DANS L'ÉPOQUE MODERNE LIÉE À LA COVID-19. QUELLES PREMIÈRES RÉFLEXIONS SUSCITENT POUR VOUS CETTE CRISE ?

Une première réflexion concerne la décision de confinement prise par des autorités politiques qui ont décidé d'entraver, pour leur bien, la liberté des gens. Pour qu'une telle décision soit suivie, il faut qu'elle soit acceptée, que la responsabilité de chacun soit mise en œuvre, que chacun puisse y participer. Il s'agit d'éviter ce que Michel Foucault appelait la bio-politique, c'est-à-dire forcer les gens à limiter leur liberté en pensant que c'est bien et bon pour eux. Un tel comportement est une forme d'autoritarisme politique qui peut être dangereux, presque à l'encontre des risques d'un virus. C'est une leçon qu'il faut garder pour l'avenir. Le confinement oui mais l'excès d'autoritarisme politique pour imposer un confinement systématique il faut être prudent, il faut se méfier.

Une seconde réflexion est que la crise de la COVID-19 redonne l'importance de la santé dans les enjeux d'aménagement. Il s'agit de penser la santé dans la vie des gens, dans les liens humains, et en termes de prévention. Il faut au travers de l'aménagement prévenir les maladies plutôt que de les soigner par la thérapeutique. La prévention des maladies par l'aménagement est fondamentale. L'éducation est aussi un élément très important. Je pense que cela n'a pas été suffisamment fait. Par le passé il y avait des cours d'hygiène. On apprenait à se laver soigneusement. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Apprendre est indispensable pour responsabiliser les individus. La prévention, ce n'est pas la privation, c'est anticiper les risques de maladie, c'est pourquoi c'est si important. Avec la crise liée à la COVID-19, la prévention prend tout son poids. Vous faites le constat que notre monde est de plus en plus complexe.

VOUS DÉFINISSEZ CETTE COMPLEXITÉ PAR LES CINQ POINTS SUIVANTS : L'EXISTENCE D'ÉLÉMENTS OU D'AGENTS, L'EXISTENCE DE RELATIONS ENTRE CES ÉLÉMENTS, LA PRÉSENCE DE NIVEAUX HIÉRARCHIQUES INTERDÉPENDANTS ET DE RÉSEAUX, DES COMPORTEMENTS DYNAMIQUES (NON LINÉAIRES) DE LA PART DES ÉLÉMENTS OU D'AGENTS ET UNE CAPACITÉ D'ÉVOLUTION. EN QUOI LA CRISE LIÉE À LA COVID-19 AUGMENTE-T-ELLE LA COMPLEXITÉ DE NOTRE MONDE ?

Deux éléments me viennent à l'esprit dans cette complexité : le big data, c'est-à-dire la quantité d'informations qu'il faut gérer, et les interactions dynamiques entre les individus qui génèrent de la complexité et fait émerger des propriétés nouvelles.

Le big data, c'est la quantité et le flot d'informations qui nous submergent. Avec la COVID-19, on a vu arriver toute une série d'informations, d'experts autoproclamés sur les chaînes de

télévision en continu qui nous ont assailli et assourdi, au point qu'il était difficile de trier l'information. Il nous faut, pour y parvenir, développer ce que j'appelle l'intelligence auxiliaire. Elle est différente de l'intelligence artificielle, elle est une aide au tri de l'information en favorisant les corrélations et en sélectionnant ce qui nous paraît le plus important pour notre vie et notre santé.

La nouveauté émerge de l'interaction dynamique entre les gens. Cette interaction n'est pas suffisamment promue dans notre société avec la culture du secret, du chacun pour soi, la confidentialité, une forme d'égoïsme. Or ce sont avec les interactions dynamiques qu'émergent le « tout nouveau ». Il nous faut promouvoir le tous pour un, chacun pour tous, car c'est le moyen de créer des interactions constructives qui feront émerger les innovations.

### QUELLE PLACE DONNER AUX COLLECTIVITÉS LOCALES ENTRE BIG DATA ET INTERACTIONS DYNAMIQUES ?

La collectivité territoriale doit promouvoir l'interaction au maximum entre les personnes. Car c'est de l'interaction que naissent les propriétés nouvelles, les moyens de résoudre les problèmes. La complexité liée au big data ne peut être résolue que dans la capacité des individus à être responsables les uns des autres et à échanger, à se parler alors que beaucoup est fait aujourd'hui pour garder la confidentialité et le secret.

Je pense que les collectivités peuvent contribuer puissamment à favoriser l'interaction dynamique. On le voit déjà avec les mairies, où de nombreuses personnes contribuent via des



*(...) Le big data, c'est la quantité et le flot d'informations qui nous submergent. Avec la COVID-19, on a vu arriver toute une série d'informations, d'experts autoproclamés sur les chaînes de télévision en continu qui nous ont assailli et assourdi, au point qu'il était difficile de trier l'information. Il nous faut pour y parvenir développer ce que j'appelle l'intelligence auxiliaire. Elle est différente de l'intelligence artificielle, elle est une aide au tri de l'information en favorisant les corrélations et en sélectionnant ce qui nous paraît le plus important pour notre vie et notre santé.*

**Joël DE ROSNAY**



Photo : Amie Spratt on Unplash

associations à la vie de la municipalité et deviennent des administrés constructifs. Il faut aussi que les collectivités aient une présence numérique forte à travers les différents outils à disposition : site web, blog, Twitter, ... À travers ces outils, l'interactivité qui se met en place permet des relations créatives, sources de richesses, d'opportunités pour les territoires. Il faut aussi que les collectivités cassent dans une certaine mesure la confidentialité pour créer des données car le numérique est plus fort (dans les interactions) quand on dit ce que l'on fait. Il faut en finir avec la culture du secret pour innover.

### EST-CE À DIRE QUE LES COLLECTIVITÉS POURRAIENT S'IMPLIQUER DANS L'USAGE DU NUMÉRIQUE ?

Il ne s'agit pas de se limiter à donner le numérique à tous mais aussi apprendre et montrer comment le numérique peut être utile à la société, à une collectivité et aux élus au travers de la participation responsable des citoyens. Voilà comment le numérique peut changer les choses dans les collectivités.

### FINALEMENT, VOUS PLAIDEZ POUR UN NUMÉRIQUE À TAILLE HUMAINE...

Absolument. Chacun peut être responsable grâce au numérique. Le numérique permet d'apprendre, d'échanger, de vivre en société. Aujourd'hui avec un moteur de recherche comme Google, vous pouvez rechercher un événement historique, prendre la photo d'une feuille ou d'un insecte et savoir ce que c'est : il y a une capacité augmentée sur l'intelligence auxiliaire. C'est ça l'apport du numérique.

### SELON VOUS, QUEL EST LE GRAND DÉFI DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE ?

Le numérique est sans doute le grand défi du XX<sup>e</sup> siècle. Geoffrey West, qui est un visionnaire du métabolisme des villes, considère la ville comme un organisme vivant. Il pense comme moi que « la ville est à la fois le support et la conséquence de l'organisme vivant qui l'habite et qui la crée ». Il faut voir la ville un peu comme un récif de corail. Les vivants que nous sommes, sont des êtres multiples qui constituent un organisme vivant, un organisme collectif qui est la ville et la ville est cet organisme à l'image du récif de corail. Mais à l'opposé du récif de corail, qui est un système programmé contre les individus, la ville est un système qui avec la responsabilité humaine peut aller au-delà de l'individualité et créer une véritable collectivité. Le numérique peut aider à ça, à la complexité dans l'interaction dynamique entre les individus et être source d'innovation voire de résilience. En effet, la complexité peut être aussi un outil de résilience contre les difficultés de changement environnemental, d'agression, d'agressivité. Mais la résilience s'apprend, elle n'est pas donnée. On est résilient car on croit à quelque chose, parce qu'on exprime une valeur pour durer.

Certes, le numérique n'est pas durable car il consomme aujourd'hui beaucoup d'énergie mais il faut assumer le risque.

Ce problème n'est pas encore résolu mais je pense qu'on y arrivera progressivement avec la biothique (mariage du numérique et de la biologie). La biothique et l'électronique moléculaire vont apporter des réponses à l'enjeu de la consommation énergétique utilisée par l'information.

D'autant que le virtuel va devenir le moyen de communication et de compréhension comme l'était la télévision. Le futur c'est la réalité virtuelle et la réalité augmentée. Demain il nous paraîtra impensable que ça ne se soit pas produit plus tôt. Et c'est pourquoi, il y a un enjeu capital à mettre la réalité virtuelle et la réalité augmentée dans la construction du futur. La réalité virtuelle c'est voir des choses qui n'existent pas ; la réalité augmentée c'est de recréer volontairement une réalité telle qu'elle vous fait réfléchir sur celle dans laquelle nous vivons. La réalité augmentée va jouer un rôle considérable dans la construction des territoires, dans leur aménagement. On n'a pas pris conscience de ce rôle, c'est ce qui m'étonne le plus en tant que prospectiviste. La réalité augmentée peut être par exemple un vecteur d'attractivité pour les territoires ruraux mais aussi un vecteur de sens pour le transfrontalier. Une simple webcam vous permet d'être vu depuis n'importe où dans le monde. Il faut exister numériquement pour renforcer un territoire. Il faudra, dans le même temps que la réalité virtuelle et augmentée se développent, être prudent et vigilant pour contrecarrer le « deep fake » c'est-à-dire le vol de personnalité, de l'identité humaine.

### SELON VOUS, QUEL EST L'ENJEU PROSPECTIF POUR LES TERRITOIRES DU GRAND SUD AQUITAIN ?

Le principal enjeu que je vois c'est de donner aux gens les moyens d'interagir entre eux pour créer du nouveau. Cela signifie donner les moyens numériques, les moyens physiques de rencontre (café, restaurant, club, association, ...) car il n'y a pas que le numérique, il y a aussi le lien social, le lien humain. Il s'agit de donner les moyens pour que les gens soient en interaction dynamique qui est l'outil de base de la création, de l'innovation et de la richesse.

### PENSEZ-VOUS QUE LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DEVRAIENT FAIRE D'AVANTAGE DE PROSPECTIVE ?

Comme disait Gaston Berger, la prospective ce n'est pas de prédire le futur par des extrapolations linéaires, la prospective c'est se placer au futur pour voir dans le présent quelles sont les conditions d'aujourd'hui qui vont créer ce futur. C'est pourquoi les collectivités devraient apprendre à en faire car la prospective c'est avant tout une science qui s'apprend. ■



## À PROPOS

**Joël de ROSNAY**, Docteur ès Sciences, est né le 12 juin 1937. Il est Conseiller du Président de la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette, et Président exécutif de Biotics. Il a été Directeur de la Prospective et de l'Évaluation de la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette de 1984 à 2002.

Entre 1975 et 1984, il a été Directeur des Applications de la Recherche à l'Institut Pasteur.

Ancien chercheur et enseignant au Massachusetts Institute of Technology (MIT) dans le domaine de la biologie et de l'informatique, il a été successivement Attaché Scientifique auprès de l'Ambassade de France aux États-Unis et Directeur Scientifique à la Société Européenne pour le Développement des Entreprises (société de « Venture capital »)

Il s'intéresse particulièrement aux technologies avancées et aux applications de la théorie des systèmes. Auteur de : « Le Macroscopie » (1975, Prix de l'Académie des Sciences Morales et Politiques), « les Chemins de la Vie » (1983), « le Cerveau Planétaire », 1986, et de plusieurs rapports, notamment: « Biotechnologies et Bio-Industrie » (1979), annexe au Rapport « Sciences de la Vie et Société » des Professeurs Gros, Jacob et Royer, ainsi que le rapport ayant conduit à la création du CESTA (Centre d'Études des Systèmes et des Technologies Avancées, 1982).

Il a été chroniqueur scientifique à Europe n° 1 et auteur de plusieurs ouvrages scientifiques destinés à un large public, dont « Les origines de la vie » (1965), « La révolution biologique » (1982), « Branchez-vous » (Grand Prix de la littérature Micro-informatique Grand Public 1985), « L'aventure du vivant » (1988), « L'avenir en direct » (1989). « Les rendez-vous du futur » (1991), « L'homme symbiotique- Regards sur le troisième millénaire », 1995.

Joël de ROSNAY est lauréat du Prix de l'Information Scientifique 1990 de l'Académie des Sciences et du prix Benjamin Constant des Arts de la Communication 1994 de la Société d'Encouragement de l'Industrie Nationale.



*Ce qui est en germe, c'est aussi un changement de notre manière d'être ensemble : nous avons là les prémices d'un changement « anthropologique ». Parce qu'une société dans laquelle on ne s'embrasse plus, on ne se serre plus la main, on ne se visite plus, on ne s'invite plus à déjeuner ou à dîner, on ne voyage plus, c'est une société qui change notre manière d'être ensemble. Cette crise a des aspects anthropologiques porteurs d'un immense ébranlement.*

**François BAYROU**



Photo : ©OCTPau-Guilhamasse



## LE LONG TERME DEVRAIT COMMANDER LE COURT TERME

### Interview de François BAYROU

Président de la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées  
Haut-commissaire au plan

@bayrou

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 A MIS EN LUMIÈRE À LA FOIS LES VULNÉRABILITÉS ET LA RÉSILIENCE DE NOS SOCIÉTÉS. EN QUOI REMET-ELLE EN CAUSE L'IDÉE DU MONDE QUE NOUS AVIONS ? QUELS SONT SELON VOUS LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS À TIRER DE CETTE CRISE SANITAIRE ?

Mon intuition est que cette crise est la plus grave que l'Europe et l'Occident aient connue depuis la dernière guerre mondiale. Si on remonte encore le temps, cette crise est plus grave encore que celle de 1929, du point de vue strict de l'économie, bien que nous ayons désormais des armes qui n'existaient pas à cette époque.

Rares étaient jusqu'ici ceux qui craignaient une crise sanitaire. J'en étais pour une raison tout à fait accidentelle : j'avais beaucoup étudié la grippe espagnole parce que beaucoup de très grands esprits que j'admirais, comme Apollinaire, y ont succombé. Aussi ai-je toujours redouté que l'on puisse retrouver un jour une épidémie virale pulmonaire de grande ampleur, car il me semblait qu'il y avait là comme un risque évident. Ce que je n'avais pas du tout imaginé, je le dis avec humilité, c'est l'effet dominant d'une crise sanitaire pour abattre le modèle de développement que nous avons construit sur la planète depuis presque 200 ans à savoir, l'augmentation exponentielle des échanges tant en vitesse qu'en périmètre. C'est un état de sidération planétaire qui a répondu à cette épidémie complètement inédite, y compris pour ceux qui aiment bien essayer de prévoir l'avenir, dont j'étais, même avant d'avoir les fonctions qui sont les miennes aujourd'hui en tant que Haut-Commissaire au Plan. C'est une crise sanitaire, une crise économique, et évidemment, ça va être une crise sociale.

Ce qui est en germe, c'est aussi un changement de notre manière d'être ensemble : nous avons là les prémices d'un changement « anthropologique ». Parce qu'une société dans laquelle on ne s'embrasse plus, on ne se serre plus la main, on ne se visite plus, on ne s'invite plus à déjeuner ou à dîner, on ne voyage plus, c'est une société qui change notre manière d'être ensemble. Cette crise a des aspects anthropologiques porteurs d'un immense ébranlement.

Quelles faiblesses, nous découvrons-nous ? Pour la plupart d'entre-elles, cette crise ne fait que révéler et accentuer des vulnérabilités déjà identifiées. Par exemple, nous venons de découvrir que nous avons failli être en rupture de stock de toutes les molécules pharmaceutiques essentielles pour la médecine, pour les médicaments anticancéreux, les corticoïdes, les antibiotiques, ... Face à ce type de constat, nous devons nous intéresser à la dépendance à laquelle nous sommes soumis. La souveraineté, l'indépendance sont d'évidence des buts politiques éminents à atteindre.

Nous nous sommes aperçus également que ce qui gouvernait nos sociétés, singulièrement la société française, c'est l'impréparation. C'est la raison pour laquelle j'ai milité pour la renaissance du Plan. L'impréparation, le fait que les « plans de mobilisation », comme disent les militaires, n'existaient pas, le fait que l'on n'avait plus de stocks de masques ou de stocks de gants révèlent une vulnérabilité qu'une société équilibrée aurait dû anticiper et prévenir avec ses gouvernants.

Autre faiblesse révélée, le risque de la spécialisation. Par exemple, le mise à l'arrêt des transports aériens, le fort ralentissement de l'industrie aéronautique, pilier de notre économie, conjugués à la mise en berne de la fréquentation touristique internationale, ont révélé une grande vulnérabilité de notre économie.

Dans ce paysage sombre, qu'y-a-t-il comme signe encourageant ? J'ai trouvé que la société française faisait preuve d'une grande faculté d'adaptation face à ce « séisme ». On voit le verre à moitié vide ou à moitié plein. Il est à moitié vide parce que nous ne sommes pas allés encore jusqu'au bout des réponses à apporter. À moitié plein, car nous avons accepté un confinement complet au printemps et il a été plutôt très bien respecté, puisque nous avons réussi à faire reculer la contagion, jusqu'à l'oubli peut-être. Après, pendant l'été, l'insouciance l'a en effet emporté surtout dans les grands lieux touristiques, sur les plages, les fêtes, ... Nous allons devoir réapprendre, tout simplement, parce que la deuxième vague est là.

Je pense que cette pandémie va nous amener à reprendre les modes de réflexion sur notre société et notre avenir, modes de réflexion que nous avons oubliés. Le Président de la République a choisi d'aller dans le sens de la Prospective et du Plan : c'est un signe encourageant. Autre signe : la capacité d'adaptation de nos hôpitaux. Nous avons transformé des lits normaux en lits de réanimation ; les équipes médicales se sont converties à la coopération ; nous avons fait des progrès thérapeutiques assez rapides.

Au-delà de mes intuitions et de mes réflexions, j'ai deux certitudes. La première est qu'il n'existe aucun moyen d'éviter les changements profonds que cette épidémie nous impose. La seconde est que l'on va s'en sortir ! Dans l'histoire de la France, nous avons connu des choses au moins aussi difficiles que celle-là. Nous avons perdu un million et demi de garçons entre 1914 et 1918. C'est une blessure qui ne s'est jamais refermée. Au moins avons-nous la chance que le pays ne soit pas amputé de sa jeunesse. Nous allons nous en sortir mais ça va demander une capacité d'adaptation et de remise en cause dont pour l'instant nous n'avons pas idée.

### SUR QUELS ATOUS LE PAYS DE BÉARN POURRAIT-IL S'APPUYER POUR RELEVER LE(S) DÉFI(S) DE L'APRÈS COVID LA « COOPÉRATION TERRITORIALE » PEUT-ELLE ÊTRE ENCORE PLUS NÉCESSAIRE DANS CE CONTEXTE ?

Le Béarn a un formidable tissu d'entreprises, de toutes tailles, de la TPE à la multinationale, extrêmement dynamiques et innovantes, et je rajouterai « agiles », que les Collectivités accompagnent : telle entreprise de layettes qui se transforme en usine de production de masques, telles autres qui s'associent pour la recherche d'un moteur hybride pour les hélicoptères ou encore dans la recherche d'un carburant hybride pour l'aviation. La crise demandera une très grande faculté d'adaptation. Mais un pays qui est capable de fabriquer des avions, des moteurs à réaction, des turbines, des satellites..., ce pays-là est capable de fabriquer à peu près tout. Simple-ment il va falloir une mentalité d'entrepreneur et une grande capacité d'adaptation de la recherche à l'innovation.

J'ai pris l'initiative de faire naître le Pays de Béarn, que l'on appelle en terme administratif un « pôle métropolitain ». De façon cocasse, le Pays de Béarn présente la double caractéristique d'être ni pôle ni métropolitain ! Peu importe le statut, c'est un réseau d'intercommunalités à base historique, sociologique, culturelle et économique où chacune conserve son identité mais elles travaillent ensemble, ce qui est l'essence même de l'esprit fédéraliste. Avec le Pays de Béarn, nous sommes face à un basculement historique. Quelle est la principale question de la démocratie aujourd'hui ? C'est celle de la légitimité : qui pour décider, entraîner, fédérer ? Cette question est très importante car la plupart des instances de décisions sont fragilisées par leur absence de légitimité.

Et précisément, le Pays de Béarn a cette chance que sa légitimité est à la fois historique et culturelle, et qu'il est composé de bassins d'emplois étroitement voisins. Nous pouvons ainsi y organiser une vie en commun parce que, notamment, nous dépendons du même aéroport, des mêmes lignes ferroviaires, ... Nous avons enfin une communauté de patrimoine. Les Béarnais étaient très frustrés, à mon avis de n'avoir pas d'existence reconnue depuis des années, alors que nos amis Basques ont su se fédérer ; cela dit, dans des contextes très différents que je ne compare pas. Selon moi, les collectivités d'actions publiques de l'avenir sont les collectivités qui ont une légitimité d'identité. On ne peut valablement réfléchir à ce qu'on veut faire que si l'on sait qui l'on est.

### À L'HEURE DES PLANS DE RELANCE, INTERNATIONAUX (EUROPE) ET NATIONAL, QUELS RÔLES LES INTERCOMMUNALITÉS PEUVENT-ELLES/DOIVENT-ELLES AVOIR ?

Vous vous souvenez de ce mantra que tout le monde répétait il y a quelques années ? « Penser global et agir local. ». Nous avons découvert dans cette crise que, quand il s'agit d'agir, les maires et les intercommunalités sont d'évidence la ligne de défense et d'action la plus efficace, et peut-être la seule efficace. Parce que mairies et intercommunalités ont le double avantage d'être en première ligne sur le terrain et d'avoir une capacité d'action budgétaire mais aussi humaine et technique. Nous l'avons bien vu quand il s'est agi des masques ; l'État a fait de grandes promesses et ne les a pas toutes tenues, parce que sa dimension l'empêche de voir. Il est trop loin. L'action publique locale peut apporter une réponse. Et ça sera vrai pour à peu près tous les grands sujets.

« Local/Global » : je suis à la fois un décentralisateur comme on dit en France, quelqu'un qui croit que l'action doit être la plus près possible du terrain et que c'est ça qui la légitime, et un européen convaincu. Songez où nous en serions, si nous n'avions pas voté « oui » au référendum de Maastricht. C'est-à-dire si nous n'avions pas eu une Banque Centrale Européenne capable de nous aider à trouver des financements et des capacités monétaires pour agir : où en serions-nous ?

« Global/Local », c'est la double dimension. Nous avons besoin de repenser les échanges internationaux au niveau global. Mais, nous avons absolument besoin de repenser la question climatique, la seule question qui compte, c'est-à-dire les émissions de gaz à effet de serre en priorisant la décarbonation de l'économie, de nos villes... Et cela ne peut se faire que localement. À Pau, nous venons de lancer la première ligne au monde de transports en commun à hydrogène, et elle marche très bien. Certains annonçaient des catastrophes, des malheurs, des explosions... Tout marche parfaitement bien ! Et, je le rappelle toujours, avec un combustible propre inventé il y a presque 200 ans en 1850.



*(...) « Global/Local », c'est la double dimension. Nous avons besoin de repenser les échanges internationaux au niveau global. Mais, nous avons absolument besoin de repenser la question climatique, la seule question qui compte, c'est-à-dire les émissions de gaz à effet de serre en priorisant la décarbonation de l'économie, de nos villes... Et cela ne peut se faire que localement. À Pau, nous venons de lancer la première ligne au monde de transports en commun à hydrogène, et elle marche très bien. Certains annonçaient des catastrophes, des malheurs, des explosions... Tout marche parfaitement bien ! Et, je le rappelle toujours, avec un combustible propre inventé il y a presque 200 ans en 1850.*

**François BAYROU**





*(...) Vous l'aurez compris, je suis partisan d'une cohérence de l'action publique avec des horizons lointains. Quand vous entreprenez une marche, vous choisissez un cap. Pour les territoires, c'est la prospective qui permet de choisir un cap. Dans ce domaine, les atouts du Pays de Béarn sont sans équivalent sur l'ensemble du territoire français, et même peut être sur l'ensemble du territoire européen.*

**François BAYROU**



Nous avons sur nos territoires, des réponses à des crises qu'autrement nous ne saurions pas gérer. Je suis optimiste et persuadé que nous avons des ressources formidables de sciences, de réponses technologiques pour retrouver le respect de notre environnement, de la biodiversité, de la terre, de l'eau... Les réponses à ces problèmes si compliqués ne sont pas dans le retour en arrière. Elles sont dans la capacité à innover.

**EN TANT QUE HAUT-COMMISSAIRE AU PLAN, EN QUOI LA « PROSPECTIVE » PEUT-ELLE SERVIR LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES ? PEUT-ELLE ALIMENTER LE DIALOGUE TERRITORIAL ?**

Nous sommes en difficulté que parce que nous nous sommes égarés dans des impasses. Ce qui peut apparaître comme surprenant, bizarre voire anachronique. En réalité, c'est ce qu'il y a de plus naturel. Quand vous êtes une famille et que vous voulez construire une maison, vous ne construisez pas une maison pour les 18 mois qui viennent ! Vous construisez une maison avec à l'esprit qu'elle va traverser les décennies et peut-être les générations. Prenons la question de l'indépendance énergétique. L'Allemagne a fermé ses centrales nucléaires simplement pour répondre à une attente d'une partie de l'opinion publique. Mais comme ils avaient besoin de courant électrique, ils en ont acheté aux pays voisins qui le produisaient avec des centrales à charbon. Autrement dit, ils ont sacrifié l'intérêt de la planète, ou l'intérêt de la biosphère, à des considérations électoralistes et je le dis alors que j'ai beaucoup d'amitié et de respect pour les gouvernements allemands. Une incohérence absolue. La cohérence, chaque fois que l'on se préoccupe d'indépendance énergétique, ça doit être de trouver l'énergie la moins nuisible possible au climat, à l'environnement et donc la plus décarbonée possible.

C'est le long terme qui devrait commander le court terme. C'est la même chose pour une petite région comme la nôtre. Nous avons bâti un réseau ferré fondé sur le principe de la grande vitesse et nous avons oublié en chemin les réseaux de proximité. Il est absolument scandaleux que la ligne entre Bayonne et Pau ne permette pas des transports faciles, rapides et ponctuels entre ces deux villes. Si, pour aller de Bayonne à Pau et inversement, vous passez par Dax, ce n'est vraiment ni de la logique ni de l'économie. La pauvre ligne entre Bayonne et Puyoô est abandonnée parce que nous n'avons pas de vision d'avenir. Le jour où, de nouveau, nous donnerons une vision d'avenir sur ce que nous voulons faire dans les 30 ans qui viennent, alors nous penserons les choses différemment. Prenons à nouveau le réseau Fébus, le réseau de trambus de l'agglomération paloise que nous avons construit. Nous nous sommes évidemment interrogés en amont sur la question de

l'utilisation de l'électricité pour ce transport en commun. Il y avait en effet deux types de réponses, l'une avec des batteries électriques dont le bilan Carbone est très discuté, l'autre avec de l'hydrogène. Cette dernière solution n'existait pas mais nous l'avons privilégiée et retenue pour sa propreté en pensant aux 30 ans qui viennent.

Vous l'aurez compris, je suis partisan d'une cohérence de l'action publique avec des horizons lointains. Quand vous entreprenez une marche, vous choisissez un cap. Pour les territoires, c'est la prospective qui permet de choisir un cap. Dans ce domaine, les atouts du Pays de Béarn sont sans équivalent sur l'ensemble du territoire français, et même peut-être sur l'ensemble du territoire européen.

Nous avons des atouts naturels qui ne se discutent pas. Des paysages qui n'existent nulle part ailleurs, offerts à tous. Où que vous alliez, de Pontacq à Lembeye, d'Oloron-Sainte-Marie à Sauveterre, vous avez tous les jours le plus magique spectacle renouvelé sous vos yeux, qui est à la fois un spectacle de grandeur et de familiarité. Vous souvenez-vous du slogan le plus formidable qui a été trouvé pour les Pyrénées ? C'était « la Frontière Sauvage ». C'était il y a 30 ou 40 ans... Un slogan extraordinaire. Les seuls slogans qui valent la peine, sont ceux qui décrivent la réalité, la vérité. Et à voir cet immense territoire qui n'est pas envahi par les pollutions visuelles médiocres que l'humanité impose assez souvent partout, c'est extraordinaire. Et que ce soit à la disposition d'un pays aussi civilisé que nous le sommes, c'est magnifique.

Nous avons en Béarn un tissu industriel remarquable, une capacité agricole et agroalimentaire exceptionnelle et nous sommes des villes et villages à taille humaine. Nous avons choisi comme slogan pour Pau, deux mots : « capitale humaine ». Capitale parce qu'elle en a toutes les fonctions : universitaire, sportive, culturelle, de santé, de recherche, industrielle... Et humaine parce qu'on peut tous se connaître et s'estimer, et on parle, sans jeu de mot, la même langue. Ce n'est plus le cas dans les grandes métropoles et cela interroge ceux qui y habitent. J'ai été très frappé par l'évolution de Bordeaux qui a en même temps opéré une mutation fantastique et suscité de grandes insatisfactions. L'effet de taille finit par provoquer des dysfonctionnements. Certains pensaient que la métropolisation était une nécessité et une fatalité. Comme toujours le balancier est parti trop loin d'un côté et il est en train de revenir de l'autre. Tout l'enjeu est que nous sachions en discipliner le mouvement, c'est tout l'art politique d'arriver à saisir les grands mouvements sociologiques ou historiques et à leur donner une dimension maîtrisée. Au fond de moi, je n'ai aucun doute que ce mouvement est en cours.

Pour revenir au Béarn les atouts qui vont faire le développement et la reconnaissance dans les années qui viennent, nous les avons tous. Notre défi : échapper à la malédiction des béarnais qui est, c'est aussi celle des français et des américains aujourd'hui, la division.

Nous sommes un peuple profondément individualiste. Si nous arrivons, et c'est l'objet de mon engagement politique depuis 30 ans, à révéler le ciment qui nous unit et à dessiner notre horizon, nous serons irrésistibles. Sinon, nous passerons à côté de la plus belle des chances qu'on puisse trouver. Je veux croire que nous sommes sur la bonne voie. ■



---

**« LA TERRE NOUS EN AP-  
PREND PLUS LONG SUR NOUS  
QUE TOUS LES LIVRES. PARCE  
QU'ELLE NOUS RÉSISTE.  
L'HOMME SE DÉCOUVRE  
QUAND IL SE MESURE AVEC  
L'OBSTACLE. »**

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

# 4

## RÉDUIRE NOS EMPREINTES ÉCOLOGIQUES

ADAPTATION,  
TRANSITION





## ANTICIPER LES RISQUES CLIMATIQUES DEVIENT UNE OBLIGATION

**Par Hervé LE TREUT**

Climatologue, spécialiste de la simulation numérique du climat, membre de l'Académie des sciences. Il est directeur de l'Institut Pierre-Simon-Laplace.

### HISTOIRE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

L'action de l'homme sur le climat a été caractérisée, au cours des dernières décennies, par des évolutions qui ont à la fois une origine très récente et une croissance très rapide. C'est en 1957 seulement que sont venues les premières alertes véritables, avec les travaux des professeurs Revelle et Suez indiquant qu'une part importante des quantités de CO<sup>2</sup> émises dans l'atmosphère pourrait y rester stockée de manière durable. Et c'est en 1979 qu'un autre résultat essentiel a été présenté à l'Académie des Sciences Américaine, par un autre chercheur américain, le professeur Charney, du MIT. Le rapport qu'il avait coordonné, en s'appuyant sur les résultats des premiers modèles climatiques existants, montraient qu'un doublement du CO<sup>2</sup> atmosphérique pouvait se traduire par un réchauffement de la planète allant jusqu'à 4,5 degrés, un changement de température dont l'amplitude était du même ordre de grandeur que celle des transitions entre ères glaciaires et interglaciaires.

Même si des manifestations plus concrètes, en particulier une sécheresse très sévère, aux États Unis, en 1988, avaient permis de mesurer ce que pouvait être l'impact de ces changements climatiques, c'est essentiellement sur des bases théoriques, de physique ou de géochimie, que se sont construites à cette époque les actions qui ont porté de manière préventive la problématique climatique à un haut-niveau de prise en compte. La création d'un Programme Mondial de Recherche sur le Climat est venue en 1980, celle du Giec en 1988. S'y est ajouté en 1992 le sommet de la Terre de Rio, qui a été marqué par la création d'un Programme Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, dont sont issues toutes les COP.

Cette phase de développement des enjeux climatiques est restée relativement invisible en dehors d'un monde scientifique spécialisé. Elle a trouvé sa fin progressivement à partir du milieu des années 90, quand les manifestations de ces changements climatiques sont progressivement devenues visibles et mesurables par un public plus large. Entrer dans cette phase nouvelle, même si elle a conduit à crédibiliser un diagnostic de la communauté scientifique qui était fortement remis en cause dans une période très marquée par le climato-scepticisme, a constitué un échec, et un échec d'autant plus important que les émissions de gaz à effet de serre sont toujours croissantes, et continuent même d'accélérer. Il s'agit là de la marque d'une forme de dépassement des enjeux climatiques, dépassement qui est arrivé de manière rapide, et qui est largement irréversible.

### UNE VULNÉRABILITÉ NOUVELLE DES « TERRITOIRES »

Il est de fait devenu impossible de parler aujourd'hui de changement climatique, en conservant le même discours et en mettant en avant les mêmes enjeux que ceux des dernières décennies. Les émissions annuelles de CO<sup>2</sup>, à l'échelle du globe, sont aujourd'hui proche de 40 milliards de tonnes, contre 10 milliards en 1960. Les possibilités de diminution des émissions de gaz à effet de serre paraissaient encore largement ouvertes dans les années 60, ou même au moment du Sommet de Rio. Mais le stockage atmosphérique de quantités énormes de gaz

à effet de serre sur des durées qui sont de l'ordre du siècle, leur mélange constant par une circulation atmosphérique qui efface les frontières, nous rendant dépendant des autres du monde, l'absence de puits de carbone à mesure des émissions dont nous ne savons pas nous passer, créent une vulnérabilité nouvelle des « territoires ». On désigne souvent sous ce nom les lieux proches des citoyens, les lieux de travail. Anticiper les risques qui s'y présentent devient une obligation qui répond au principe de précaution. Il est aujourd'hui impossible de garantir aux différents acteurs d'un territoire qu'ils ne seront pas fortement affectés par les changements à venir. D'abord parce qu'ils dépendent des émissions de gaz à effet de serre qui sont faites partout sur la planète et que les émissions de gaz à effet de serre du passé déterminent en grande partie les changements climatiques du futur. Aussi parce que les océans deviennent le réceptacle des excédents de chauffage. Enfin parce que la neutralité carbone impose des conditions drastiques – qui ne sont pas toujours bien comprises. Pour rester sous les 1.5 degrés de réchauffement, par exemple, il faudrait atteindre la neutralité carbone en moins de 30 ans. En l'absence de puits de carbone suffisamment importants, cela signifie moins de 30 ans pour renouveler 80 % des sources d'énergie à l'échelle mondiale – toutes celles qui sont carbonées, donc tous celles qui touchent aux voitures traditionnelles, aux avions, aux bateaux... C'est une tâche colossale, pour laquelle il n'existe aujourd'hui aucun exemple qui puisse servir de référence.

Bien sûr il reste indispensable d'atténuer « dans toute la mesure possible », les gaz à effet de serre, au plus près des engagements internationaux. Mais nous sommes désormais confrontés à deux urgences qu'il faut apprendre à concilier. L'une concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'autre concerne la gestion des territoires, celle des gens qui y vivent, de la faune et de la flore qui s'y développent – tous acteurs qu'il faut désormais protéger, de manière préventive.

Cette conciliation n'a rien d'impossible. Il faut tirer parti de ce que sont déjà ces territoires, c'est-à-dire des lieux où les problèmes posés s'appellent urbanisme, infrastructures de transport, défense des zones naturelles et des zones vulnérables, développement de filières énergétiques ou agricoles, qualité de l'air, de l'eau et des sols, accès à la mer... Plus qu'une adaptation – le mot a une consonance un peu passive –, c'est un changement actif, un changement majeur en terme de prise de conscience, mais aussi de développement scientifique et socio-économique qui devient nécessaire.

Cette évolution attribue un rôle très important à la gestion des territoires au niveau régional. Le projet Acclimaterra, créé à l'initiative de la Région Nouvelle-Aquitaine, faisant suite à un travail mis en œuvre dans le cadre de l'ancienne Région Aquitaine, a eu pour objectif d'anticiper dans ce cadre les changements à venir.

Deux livres publiés ont accompagné ces travaux : l'un en 2013, et l'autre en 2018. Au total, près de 400 chercheurs ont contribué à ces deux volumes, la plupart d'entre eux travail-

lant en Nouvelle-Aquitaine. Au fil des années, l'exploitation de ce travail a pris une forme un peu spécifique qui a été d'aller à la rencontre des acteurs de la Nouvelle-Aquitaine, et de s'intéresser, au-delà d'une approche souvent consacrée aux sciences « dures », à la vulnérabilité des territoires, à l'aide qui peut leur être apportée. La nécessité d'une approche multidisciplinaire a été l'une des conséquences de ces activités.

Une autre prise de conscience a été celle de la dimension systémique du fait régional. La ressource en eau, par exemple, constitue l'un des éléments les plus sensibles de la gestion régionale. Elle est tributaire d'une grande variété de processus. On ne peut l'évoquer sans citer à la fois l'enneigement des montagnes, les ressources hydroélectriques, le refroidissement des centrales nucléaires, le bouchon vaseux de l'estuaire girondin, les filières agricoles, la forêt, la vigne... Cette complexité n'est par ailleurs gérable que dans le respect d'un contexte écologique, humain, économique. Et ce contexte large définit à son tour un système climatique régional dont la complexité est sans doute égale à celle du système climatique global.

Ces différentes approches peuvent désormais s'appuyer aussi sur le projet « néo-Terra ». C'est une initiative de la Région qui permet une cohérence entre une approche académique, celle d'Acclimaterra, qui a ses propres règles d'éthique et de fonctionnement, et celle des élus qui sont soumis aux contraintes de la prise de décision. ■



*(...) il reste indispensable d'atténuer « dans toute la mesure possible », les gaz à effet de serre, au plus près des engagements internationaux. Mais nous sommes désormais confrontés à deux urgences qu'il faut apprendre à concilier. L'une concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'autre concerne la gestion des territoires, celle des gens qui y vivent, de la faune et de la flore qui s'y développent – tous acteurs qu'il faut désormais protéger, de manière préventive. Cette conciliation n'a rien d'impossible. Il faut tirer parti de ce que sont déjà ces territoires, c'est-à-dire des lieux où les problèmes posés s'appellent urbanisme, infrastructures de transport, défense des zones naturelles et des zones vulnérables, développement de filières énergétiques ou agricoles, qualité de l'air, de l'eau et des sols, accès à la mer...*

**Hervé LE TREUT**



*Cette crise nous renvoie également à l'enjeu de solidarité envers les plus précaires et les personnes fragiles. L'augmentation de la précarité induite par la crise et les phases de confinement appelle un renforcement des politiques publiques de solidarité et du soutien auprès des associations qui luttent contre la pauvreté. En ces temps troubles les pouvoirs publics doivent se saisir de l'iniquité devant l'emploi, l'école, la formation, l'alimentation ou la santé. Notre contrat social doit réengager l'idéal de l'égalité des chances.*

**Alain ROUSSET**





# BÂTIR UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN

## Interview de Alain ROUSSET

Président de la Région Nouvelle-Aquitaine

@al\_rousset

### QUEL PREMIER BILAN TIREZ-VOUS DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 POUR LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE ?

Par sa nature et son ampleur, cette pandémie nous concerne toutes et tous. À travers le défi de santé publique et les tragédies humaines qu'elle entraîne, cette période sera assurément un tournant dans l'approche des politiques publiques.

Les origines de cette crise, les conditions de sa diffusion ainsi que ses conséquences socio-économiques nous interrogent sur nos modèles de développement.

L'État et les collectivités doivent s'engager à la définition de moyens nouveaux pour retrouver le sens de l'action publique. Cette pandémie a démontré la nécessité de répondre aux défis de souveraineté économique, d'accès à la santé, d'accompagnement du bien vieillir, d'accès aux services publics, d'infrastructures, de sûreté alimentaire ou encore de transition énergétique. Nos concitoyens appellent ces transformations de leurs vœux.

Nous ne pouvons pas tracer des perspectives, préparer l'avenir, sans évoquer le bien commun le plus essentiel : la santé. Le contexte de la pandémie de la Covid-19 est venu souligner ce défi majeur à travers une pluralité d'enjeux.

Défi d'aménagement équilibré des territoires pour assurer à toutes et tous l'accès à la santé par le maillage fin de structures de soin au plus près des habitants, une meilleure coordination des soins et par le renforcement de la formation de professionnels de santé implantés sur l'ensemble du territoire.

Cette crise nous renvoie également à l'enjeu de solidarité envers les plus précaires et les personnes fragiles. L'augmentation de la précarité induite par la crise et les phases de confinement appellent un renforcement des politiques publiques de solidarité et du soutien auprès des associations qui luttent

contre la pauvreté. En ces temps troubles les pouvoirs publics doivent se saisir de l'iniquité devant l'emploi, l'école, la formation, l'alimentation ou la santé. Notre contrat social doit réengager l'idéal de l'égalité des chances.

Cette période renvoie également à un défi de solidarité intergénérationnelle. La Région Nouvelle-Aquitaine est particulièrement concernée par le vieillissement de la population. Ce phénomène va s'accroître durant les prochaines années avec près de 740 000 séniors supplémentaires d'ici 2040.

Nous devons poursuivre notre engagement pour revaloriser les métiers du vieillissement qui souffrent d'un manque d'attractivité pour des motifs de conditions de travail, de rémunération ou de valorisation des métiers. Il conviendra également de renforcer nos démarches en matière d'adaptation du cadre de vie à l'âge, d'évolution de l'image associée au vieillissement et l'effort de recherche notamment à travers le Gérontopôle Nouvelle-Aquitaine.

Nous devons enfin répondre à l'un des défis de notre temps, la reconquête des filières stratégiques de la santé. Nous ne pouvons nous résoudre à une perte d'autonomie de la France en matière de santé. La Région s'est engagée pour amorcer la reconquête et la relocalisation industrielle, notamment des médicaments et de leurs composants, des masques ou des dispositifs médicaux. Il s'agit d'un combat pour l'emploi, pour l'autonomie et pour la santé publique.

## LA CRISE ÉCONOMIQUE LIÉE À LA PANDÉMIE RISQUE-T-ELLE DE FAIRE PASSER AU SECOND PLAN LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ? OU QUELLES OPPORTUNITÉS Y VOYEZ-VOUS ?

Les conséquences socio-économiques de cette crise fragilisent le dynamisme de l'ensemble des acteurs. Dans ce contexte, l'État et les collectivités territoriales se doivent d'accompagner les acteurs économiques et les citoyens souffrant de l'augmentation de la précarité.

La Région s'est pleinement engagée dans ce défi à travers la mise en œuvre de dispositifs d'urgence pour accompagner les entreprises et les associations, en y consacrant plusieurs dizaines de millions d'euros. Après la gestion de l'urgence nous contribuons à engager un plan de relance pour permettre les conditions d'une reprise de l'activité.

Cependant, pour engager une véritable transition, un changement de paradigme, nous devons assurer la conciliation des enjeux de justice sociale, d'équité territoriale et de transition écologique. Ces défis sont intimement liés, ils ne peuvent être dissociés.

Les causes et les modalités de diffusion de la pandémie doivent également interpeller les pouvoirs publics sur nos comportements collectifs et notre organisation en tant que société.

La crise sanitaire met aussi en lumière l'interaction entre santé et environnement, qui constitue l'un des déterminants principaux de la santé publique. La responsabilité des pouvoirs publics est de conduire la transition écologique pour agir positivement sur les déterminants de santé à travers les enjeux de l'alimentation, de la qualité de l'eau et de l'air, de la santé au travail, et des risques émergents. À travers ses compétences, ses orientations stratégiques et l'accélération de ses ambitions en matière de transition écologique et énergétique (Néoterra), la Région est un acteur moteur des enjeux de santé-environnement.

Demain, nous devons renforcer notre approche concernant les risques émergents, le lien entre santé animale, santé humaine et environnement et la prévention pour protéger en priorité les publics les plus vulnérables et des personnes qui souffrent des inégalités sociales.

## COMMENT LA RÉGION SE POSITIONNE-T-ELLE AUPRÈS DES TERRITOIRES POUR RÉPONDRE À CES DEUX DÉFIS ?

À travers la crise les territoires de Nouvelle-Aquitaine ont su faire front commun pour répondre à l'urgence. Nous avons prouvé la capacité des territoires d'une république décentralisée à répondre à l'urgence.

Capacité à répondre à l'urgence sanitaire par les commandes d'équipements de protection individuels, en assurant la continuité des services essentiels et en déployant des dispositifs d'urgence pour les acteurs économiques et associatifs. Capacité à assurer la continuité des services essentiels. Collectivement, nous avons bâti un ensemble solidaire qui a su faire face à la crise et aux urgences.

L'échelon local a souvent été plébiscité par nos concitoyens pour apporter des réponses concrètes et rapides au plus près de l'urgence. La Région, les départements, les EPCI et les communes ont été en première ligne. Ensemble nous devons désormais bâtir une communauté de destin qui engagera la transition de nos territoires devant les défis qui nous font face.

La Région a anticipé l'urgence des enjeux des transitions écologiques et énergétiques à travers la rédaction de son SRADDET et de la feuille de route Néoterra.

Les sources de gaz à effet de serre ou d'impacts sur le climat et la biodiversité sont également intimement liées aux modèles de développement des territoires. Par ailleurs, les territoires, dont les élus locaux observent un degré de maturité important pour ces sujets, constituent des terrains d'expérimentation des nouveaux modèles qui peuvent définir les solutions de demain.

Ainsi, un changement global de paradigme et de modèle de développement doit nécessairement intégrer un volet territorial.

À ce titre, les transitions définies dans le SRADDET et dans la feuille de route Néoterra pourront constituer le socle d'une accélération des transitions en partenariat avec les territoires.

## EN QUOI LE SRADDET APPROUVÉ EN 2020 PEUT-IL ÊTRE UN LEVIER POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE ?

Le SRADDET et la feuille de route Néoterra définissent les orientations régionales en matière de développement équilibré des territoires et de transition. En effet, les enjeux des mobilités, de l'habitat, des consommations foncières, des modèles agricoles, des circuits alimentaires sont autant de leviers puissants de transition écologique en lien avec l'aménagement du territoire.

Le SRADDET fixe notamment des règles en matière de consommation foncière. La Nouvelle-Aquitaine dispose de très grands espaces avec de riches potentiels agricoles, paysagers et de biodiversité. Leur préservation est un enjeu déterminant si nous entendons assurer un développement durable et viable de nos territoires.



L'artificialisation des terres est préoccupante. Ce n'est pas valorisant mais nous devons faire le constat que notre Région est la première du classement en France en matière de consommation d'espaces naturels et forestiers avec plus de 40 500 hectares entre 2006 et 2015. Pour répondre à ce défi la Région Nouvelle-Aquitaine a intégré dans son SRADDET des règles de limitation du rythme de la consommation foncière. Nous veillons en tant que personne publique associée à l'application de ces règles dans les documents d'urbanisme des territoires. Cette tendance au développement de l'étalement urbain fragilise également les stratégies de revitalisation de nos centralités.

**POURRIEZ-VOUS DÉCRIRE EN QUELQUES LIGNES LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS MAJEURES QUE CONNAÎTRA SELON VOUS LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE EN 2040 ?**

Notre région est attractive, par sa qualité de vie, par la richesse de sa diversité culturelle, patrimoniale et environnementale et par le dynamisme de son écosystème économique, de recherche ou de formation.

Nous avons pour ambition de projeter à l'horizon 2040 une région résiliente, dynamique et solidaire qui assure à ses habitants toutes les garanties de qualité de vie, d'équité territoriale et sociale.

La Région a engagé une vision à long terme, notamment à travers Néoterra, pour tracer une perspective de transformation de nos modèles et placer le citoyen au cœur de ce destin commun. ■

”

*(...) L'échelon local a souvent été plébiscité par nos concitoyens pour apporter des réponses concrètes et rapides au plus près de l'urgence. La Région, les départements, les EPCI et les communes ont été en première ligne. Ensemble nous devons désormais bâtir une communauté de destin qui engagera la transition de nos territoires devant les défis qui nous font face. La Région a anticipé l'urgence des enjeux des transitions écologiques et énergétiques à travers la rédaction de son SRADDET et de la feuille de route Néoterra.*

**Alain ROUSSET**

**Par Franck CAZENAVE**  
artiste, peintre et plasticien

La crise du Covid met à jour les nombreuses mutations (technologiques, sociales, climatiques...) opérant depuis des décennies, des mutations sous-estimées, que nous pensions maîtriser. À l'heure des chaînes d'info en continu, un « invisible » virus nous rappelle notre condition d'humain, notre finitude, tout en niant notre liberté, en nous privant de la beauté de tant d'instantanés partagés. Cette expérience, inédite (particulièrement anxiogène pour des générations qui n'ont jamais connu la guerre) est pourtant une nouvelle aurore : elle nous oblige à reconsidérer notre rapport à l'autre, au corps, au temps, à réévaluer « moi numérique » face au « moi analogique », à reconsidérer notre rapport aux notions d'intérieur et d'extérieur, à l'espace, aux espaces.

J'ai vécu le premier confinement, et le second (deuxième ?) sans sidération, sans surprise, habitué à l'isolement de l'atelier, cette distance physique et mentale nécessaire pour créer, pour interroger sincèrement notre rapport au monde. Ce questionnement perpétuel est le propre de l'artiste : le doute, l'incertitude, sont les moteurs de sa réflexion, le souffle de sa création. Même si les doutes sont parfois violents et souvent accompagnés de précarité sociale, l'artiste avance dans ses recherches comme le marin traverse les océans malgré les tempêtes, avec les tempêtes. Il fait AVEC l'incertitude. Il veut rejoindre l'autre rive, coûte que coûte il veut dialoguer avec l'autre, l'Art n'est rien sans celle ou celui qui le reçoit, qui le ressent.

## RENDRE NOS DOUTES FERTILES

Aujourd'hui le manque de discernement est tel, les peurs si grandes, que le bon sens manque cruellement à l'appel de la réflexion, l'incertitude rend « sourd », « aveugle ». Alors que les drames sociaux, sanitaires et économiques seront plus nombreux encore à l'avenir, il nous faut réapprendre à vivre avec cette incertitude si propre à notre humanité, à rendre nos doutes fertiles, à adopter un « fatalisme créatif » afin d'être enfin des contemporains actifs de notre époque.

**« Aspirer à l'impossible c'est la dynamique des révolutions réelles, qui ne résident pas dans la rupture violente mais dans l'exercice transformateur »** - Peter SLOTERDIJK, Philosophe

« Penser demain », penser les territoires (espaces, usages...) du quotidien est une affaire collective qui ne peut plus faire l'économie d'une approche transdisciplinaire. Une approche concertée, débattue, qui réfléchit le fait urbain comme le fait rural au-delà des parcours, des chapelles ou des expertises de chacun. Cette crise sonne le glas de l'individualisme, il est temps de nous retrouver autour d'une table « transgénérationnelle-transpartisane-transexpertise-transaltruiste », d'écouter à nouveau nos altérités, « l'entre soi » a clairement montré ses limites. Assez.

**« La ville concerne ceux qui la fabriquent, ceux qui la gèrent, ceux qui la pensent, ceux qui la vivent ou la racontent »** - Francine FORT, Directrice Arc-en-Rêve Centre d'Architecture Bordeaux

Alors qu'on restaure enfin les fresques de Vasarely à la Gare Montparnasse (qui les voyait encore?), il est également temps de repenser le lien entre vie artistique et vie publique : l'Art n'est pas une décoration, un saupoudrage éphémère pour divertir les familles ou inaugurer une place, l'Art est une interpellation du réel, une extension de l'imaginaire. Au même titre que la Philosophie - on pense ici à la chaire de philosophie initiée par Cynthia Fleury à l'Hôpital - l'Art doit réintégrer la Cité dont il est cruellement absent. L'Art en est issu, il est aussi, comme la nature dont il s'inspire si souvent, un miroir révélant de nos existences. L'Art, la Culture, doivent pouvoir contribuer à repenser villes et campagnes comme des points de rassemblement et des espaces d'expériences essentielles.

## CE QUI EST ESSENTIEL

Avant que naissent un jour des « Google cities », il serait inspiré d'interroger ensemble cette notion d'essentiel, pour un village, une ville, un département, une région en organisant, ici, des réflexions collectives, là, des groupes de travail... On y aborderait à nouveau la place de l'expérience pour l'individu, car une réunion Zoom ne remplacera jamais une sensation physique, le propre de l'humain est d'avoir besoin des autres humains, et de sentir le monde. L'artiste (comme l'infirmière, l'enseignant, le libraire, le chef, l'artisan etc. ), renouvelle ou améliore notre manière de sentir le monde en proposant un regard, un partage, une « expérience ».

« L'expérience, c'est ce qui nous protège de la fascination pour la certitude, du besoin maladif de certitude (...) » - Cynthia FLEURY, Philosophe

Il est donc essentiel de donner les moyens aux individus de créer, d'innover, de proposer, il s'agit tout autant d'une question éthique qu'esthétique si l'on ne veut pas assister à un appauvrissement de « formes » qui engendrerait un appauvrissement de la pensée et des relations humaines. J'entends déjà les sceptiques moquant « un doux rêveur », pourtant l'heure n'est plus à la condescendance mais à la consultation, urgente, de celles et ceux dont l'imagination est une seconde nature. Imaginer un projet, comme demain, commence par une invitation à partager la table.

Préférons toujours le pli au repli. ■

#### Bibliographie

- Michel AGIER, « Vivre avec des épouvantails, le monde, les corps, la peur », Premier Parallèle, octobre 2020, 160 p.  
Gaston BACHELARD, « La poétique de l'espace », Nouvelle édition établie par Gilles HIERONIMUS, PUF, mai 2020, 408 p.  
Aurélien CATIN, « Notre condition- Essai sur le salaire au travail artistique », Riot éditions, février 2020, 68 p.  
François CHENG, « Cinq méditations sur la mort (autrement dit sur la vie) », Albin Michel, novembre 2013, 180 p.  
Alain DAMASIO, « Les furtifs », La Volte, avril 2019, 432 p.  
Cynthia FLEURY, « Le soin est un humanisme », Tracts, Gallimard, mai 2019, 48 p.  
Bruno LATOUR, « Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres », La Découverte, janvier 2021, 192 p.  
Eric SADIN, « L'ère de l'individu tyran », Grasset, octobre 2020, 352 p.  
François SALTIEL, « La société du sans-contact », Flammarion, septembre 2020, 224 p.

Portrait©MaiderBrouque



## À PROPOS

**Franck CAZENAVE** est un peintre et plasticien basque. Son travail questionne les notions d'identité, de perception et de temporalité en étudiant le post-portrait d'une humanité « I lagged » en décalage cognitif, psychologique, et sociologique devant l'ordre bouleversé de notre monde post-anthropocène, post-humaniste et pré-transhumaniste.

Son travail propose des espaces de réévaluation du « je » contemporain et donne vie à des œuvres ou expériences entre analyse (ou distorsion) du réel et apparition d'une matérialité poétique. Déconstruisant l'idée de l'artiste coupé de la réalité et socialement isolé, Franck Cazenave interroge l'altérité au sein de collaborations diverses. Il travaille par exemple sur un projet autour de l'image spéculaire 2.0 avec dix femmes dont Alexia Barrier (Skipper), Virginie Tilmont (Juge d'instruction au TGI de Paris), ou encore Virginie Sassoon (Directrice-adjointe Clemi).

[franck-cazenave.com](http://franck-cazenave.com)  
[@franckcazenave](https://www.instagram.com/franckcazenave)



**Par Denise SAINT-PÉ**

Sénatrice des Pyrénées-Atlantiques



*(...) À un moment où les déplacements sont moins aisés pour raison sanitaire, où le télétravail se développe ainsi que la télémédecine, nous devons disposer des outils nécessaires et le numérique en est un. (...) Bien sûr, les outils numériques ne font pas tout, mais nous devons aussi envisager notre transition comme une compétition territoriale et considérer que pour faire face à une crise économique durable, il faut disposer d'atouts multiples (...)*

**Denise SAINT-PÉ**

## TRIBUNE

### LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : TERRITOIRE DE TRANSITIONS !

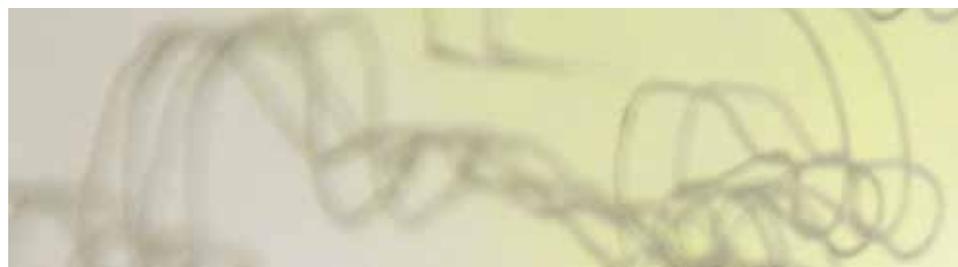
Au cours des 40 dernières années, malgré un État Central toujours jaloux de ses prérogatives régaliennes, la décentralisation s'est peu à peu imposée dans les territoires, laissant des marges de manœuvre aux collectivités locales pour mettre en œuvre leurs compétences et mener des actions de proximité. Or, si la notion de « résilience » est devenue en cette période de crise sanitaire, l'alpha et l'oméga de la pensée du « monde d'après », il est utile de rappeler que les territoires ont toujours dû et su s'adapter aux contraintes qu'ils rencontraient localement et ce constat est plus que jamais une réalité aujourd'hui.

Certes, nos espaces de vie sont divers et le département des Pyrénées-Atlantiques en est un exemple criant, mais les acteurs du territoire ont su quand c'était nécessaire, se fédérer pour préparer l'avenir collectivement.

#### JOUER LA CARTE DU NUMÉRIQUE

Ainsi, en tant que membre de l'exécutif départemental, j'ai participé dès les années 2000 à la mise en place du projet de déploiement de la fibre optique. Cette initiative, qui se poursuit aujourd'hui, vise à désenclaver numériquement nos espaces de vie, surtout en zone rurale. Par ailleurs, l'arrivée de la téléphonie 4G et demain de la 5G, s'inscrivent dans cette même logique qui consiste à doter les habitants et professionnels du département, des moyens de vivre sereinement sur les territoires en bénéficiant de technologies de communication adaptées.

À un moment où les déplacements sont moins aisés pour raison sanitaire, où le télétravail se développe ainsi que la télémédecine, nous devons disposer des outils nécessaires et le numérique en est un.





J'ai souvent pu m'exprimer sur ces enjeux en tant que parlementaire, au sein de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes et je peux attester que ce sujet concerne l'ensemble du territoire national. De plus, les échanges avec Cédric O, Secrétaire d'État au Numérique, confirment qu'il était indispensable de prendre le train en marche dans ce domaine et je me réjouis que ce soit chose faite pour le 64.

Bien sûr, les outils numériques ne font pas tout, mais nous devons aussi envisager notre transition comme une compétition territoriale et considérer que pour faire face à une crise économique durable, il faut disposer d'atouts multiples que « les autres » n'auront pas.

### LES TERRITOIRES, DES ACTEURS INCONTOURNABLES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

De la même manière, nos territoires sont des acteurs incontournables de la transition écologique et énergétique. Nous devons passer d'un système énergétique centralisé et descendant à une approche décentralisée permettant la multiplicité des productions locales.

Dans un département comme le nôtre, très marqué par le sujet énergétique avec l'avènement du bassin de Lacq et aujourd'hui sa mutation, il est nécessaire d'œuvrer à une transition partagée dans ce domaine, bénéficiant aux territoires et à celles et ceux qui y vivent.

Pendant deux décennies passées à la tête du Syndicat Départemental d'Énergie (SDEPA), j'ai mis en application ce principe en travaillant à la sécurisation du réseau électrique qui nous alimente tous, en contribuant au développement des énergies renouvelables photovoltaïques, hydroélectriques ainsi que du bois énergie, ou bien en impulsant la création d'une Société d'Économie Mixte dédiée, EnR 64 ou enfin, en portant le déploiement de bornes de charge pour véhicules électriques en Béarn et Pays Basque.

Ces actions devaient être menées pour créer et développer un éco-système en la matière, mais nous devons aujourd'hui aller plus loin.

Voilà quelques semaines maintenant que je préside par intérim le Conseil National Supérieur de l'Énergie et que je constate qu'il n'y aura pas de transition énergétique nationale, sans transition énergétique territoriale.

Ce sujet ne sera plus l'apanage unique des grands énergéticiens nationaux et internationaux et les acteurs économiques de nos territoires (collectivités, entreprises, agriculteurs), doivent bénéficier des retombées de l'énergie locale qu'ils produisent et ce, sans freins doctrinaux, qu'ils soient étatiques, environnementaux ou réglementaires.

L'État ne peut pas, par exemple, déclasser arbitrairement des communes à dominante agricole des zones défavorisées et interdire aux agriculteurs qui souhaitent se sauver économiquement, de produire du biométhane sur leurs élevages ou de l'électricité avec des panneaux photovoltaïques, c'est aberrant.

Les initiatives prises dans le département au travers de la mise en place de « Plans Climat » (PCAET), de la montée en puissance des énergies renouvelables et d'actions ciblées autour de l'hydrogène, du gaz naturel pour véhicules, de l'isolation thermique des bâtiments publics et prochainement du parc de logements privés, sont une nécessité et contribuent au développement d'une économie verte locale.

Quant aux citoyens, ils doivent participer à ces mutations territoriales et en devenir des acteurs convaincus, car le Développement Durable n'est pas un concept théorique, c'est un mode de vie quotidien pour demain. ■





## TRIBUNE

# LA RELANCE PASSERA PAR LES TERRITOIRES

par **Caroline CAYEUX**

Présidente de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

La crise nous oblige à revaloriser la place du territoire dans la politique française. Nous opposons traditionnellement la politique nationale, celle des idéaux et des livres d'histoire, à la politique locale, celle du trivial et des journaux gratuits. Mais cette vision est erronée et nuit gravement à la résolution des situations de crise et à une relance pérenne. Contre cette erreur, je veux porter un message simple : l'échelon territorial est celui d'une politique efficace et indispensable, et ils nous faut lui redonner l'importance qu'il mérite.

La crise révèle en effet la nécessité d'une confiance accrue au terrain. Une organisation déconcentrée et décentralisée est seule à même de prendre en compte les évolutions rapides et spécifiques des situations locales, et de pallier la mise à distance croissante des périphéries... Si nous avons besoin d'un État solide, on ne peut lui demander de prendre en compte l'intégralité des dimensions de la vie des citoyens. Cela serait inefficace voire contreproductif, creusant le fossé entre l'État et les territoires.

La France est en effet riche de ses territoires. Rien que leurs noms disent leurs histoires, leurs cultures, leurs identités uniques. Des villages aux régions, ces territoires ont tous une manière propre de fonctionner et de se développer. Leur créativité et leur agilité leur assurent une résilience unique : il importe de miser dessus.

C'est déjà sur cette conviction qu'il fallait donner la primauté aux territoires, que l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) avait été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Elle traduisait un engagement du président de la République de 2017. Elle vise à accompagner les élus au plus près du terrain, en leur

## A PROPOS

**Caroline CAYEUX** est maire divers-droite de Beauvais depuis 2001, et présidente de la Communauté d'Agglomération de la même ville depuis sa création en 2004. Elle a aussi été sénatrice de l'Oise entre 2011 et 2017. Elle est aussi présidente de Villes de France, Association des maires de villes de France de 10 000 à 100 000 habitants, depuis 2014. Enfin, elle écrit cette tribune ici en tant que présidente de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, fonction qu'elle exerce depuis la création de l'agence le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

@carolinecayeux

apportant un soutien parfois indispensable à la réalisation de leurs projets, par le biais de nombreux programmes d'appui ou ingénierie sur-mesure.

Pour ne citer qu'un exemple : de nombreux territoires industriels, déjà fragilisés par la désindustrialisation, ont été heurtés de plein fouet par la crise. Le programme Territoires d'industrie, consacré à la redynamisation de ces territoires, est donc renforcé de 400 millions d'euros supplémentaires d'ici 2022 par le plan de relance. Cette redynamisation peut paraître à contre-courant de notre économie dématérialisée et tertiaisée. Mais l'industrie locale est fondamentalement moderne, puisqu'elle permet un contrôle de la qualité et de la soutenabilité de la production autant qu'une forte qualité de vie dans les petites collectivités puisque 70 % des emplois industriels sont situés en dehors des grandes agglomérations.

C'est cette richesse insoupçonnée des territoires qui doit nous pousser à faire plus confiance en leur gouvernance. En tant qu'élue locale, je sais la force des circuits courts décisionnels : ils sont renforcés par la simplicité du contact direct. Cette force des élus peut œuvrer en synergie avec le réseau des préfets, autorité déconcentrée de l'État reconnue et plébiscitée par les élus locaux. À l'Agence, nous insistons par exemple pour que les élus saisissent directement le préfet, délégué territorial de l'ANCT dans leur département. Cette relation de confiance et de transparence entre le préfet et le maire est une condition sine qua non de la relance dans les territoires.

Mais je n'ai pas besoin de m'appesantir sur la confiance dans les territoires : ce sont les habitants qui en sont les meilleurs ambassadeurs. Preuve en est de l'édition 2020 du Baromètre des territoires, réalisé à la fin du confinement par l'Ifop pour Villes de France avec l'ANCT et la Banque des Territoires, qui montrait que la moitié des actifs habitant des grandes villes envisagerait de déménager pour une ville de moins de 100 000 habitants. Ils ont redécouvert les atouts des villes moyennes et des autres types de collectivités et les savent capables de leur fournir un meilleur cadre de vie.

Depuis longtemps, les territoires sont vus comme des unités trop petites pour être responsables de conduire des politiques de grande ampleur, à l'image de cette relance. C'est une grave erreur. Et j'ai bon espoir que cette crise, aussi sévère soit-elle, soit aussi l'occasion d'enfin remettre le territoire au cœur de la carte et le politique au centre de la cité. ■



*(...) l'édition 2020 du Baromètre des territoires, réalisé à la fin du confinement par l'Ifop pour Villes de France avec l'ANCT et la Banque des Territoires, (...) montrait que la moitié des actifs habitant des grandes villes envisagerait de déménager pour une ville de moins de 100 000 habitants. Ils ont redécouvert les atouts des villes moyennes et des autres types de collectivités et les savent capables de leur fournir un meilleur cadre de vie.*

**Caroline CAYEUX**



# 3

## QUESTIONS À ... JEAN ROTTNER

**Président de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU),**  
Président de la Région Grand Est, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire de Mulhouse

### 1. QU'EST-CE QUE LA CRISE DE LA COVID-19 RÉVÈLE DE NOS SOCIÉTÉS, TANT EN FAIBLESSES QU'EN FORCES ?

La crise de la Covid-19 a démarré dans la région mulhousienne dès le début de l'année 2020, bien avant le reste de la France. Elle a suscité de nombreux drames humains et nous étions alors démunis pour la décrypter et pour y faire face. Cette pandémie nous invite à beaucoup d'humilité, même si nous avons aujourd'hui plus de recul sur la manière d'y répondre. Elle a révélé la fragilité de nos sociétés, en termes de pression sur l'environnement, de dépendance économique, de fragilité des mobilités notamment dans un territoire transfrontalier comme le Grand-Est mais aussi d'impacts psycho-sociaux liés à la réduction de nos interactions sociales. Elle a mis en évidence l'enjeu de réponses négociées et territorialisées et d'une bonne articulation au plus près du terrain entre les services de l'État et les autorités locales, ce qui a parfois fait défaut, sans oublier le rôle clef joué par la société civile et tous les corps intermédiaires. La crise de la Covid-19 agit comme un accélérateur des transitions, elle remet en cause nos modèles de développement, bouscule notre hiérarchie de valeurs, entre ce qui relève de l'essentiel et de l'accessoire.

### 2. COMMENT, SELON VOUS, CETTE CRISE SANITAIRE REDESSINE-T-ELLE LES DÉFIS ET/OU ENJEUX MAJEURS DES 15/20 PROCHAINES ANNÉES ?

La crise a aussi montré notre capacité de résilience. La capacité d'adaptation et d'expérimentation de nos organisations, la solidité des solidarités sociales et territoriales ont permis de trouver des solutions originales aux défis du confinement, aux enjeux d'urgence qu'ils soient sanitaires ou économiques. La crise va accélérer la transformation de notre société. Le télétravail est passé brusquement d'une exception à une diffusion générale qui va transformer la conception des lieux de travail et d'habitat, nos commerces se sont adaptés avec la vente digitale ou à emporter. Les solidarités ont joué à plein au niveau local pour répondre aux besoins des personnes isolées mais aussi au niveau interrégional comme transfrontalier lorsqu'il a fallu répondre à des urgences sanitaires alors que

nos hôpitaux étaient saturés : des malades alsaciens ont été ainsi accueillis dans des hôpitaux allemands et suisses. La pandémie nous oblige à considérer différemment les enjeux environnementaux, de souveraineté économique et aussi les enjeux sociaux pour construire une société qui « prenne soin ». Elle nous conforte dans l'enjeu de renforcer les coopérations européennes qui sont indispensables pour une relance durable.

### 3. QUEL(S) RÔLE(S) POUR LES AGENCES D'URBANISME POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES À PRÉPARER L'AVENIR ?

La 41<sup>e</sup> rencontre des agences d'urbanisme, tenue en décembre sous le titre « Explorons nos futurs (heureux) » nous a invité à une démarche de prospective. Je pense que cette approche prospective est essentielle pour préparer l'avenir et les agences d'urbanisme ont tout leur rôle à jouer pour décrypter les enseignements de la crise de la Covid-19, identifier les signaux faibles et les expérimentations pour guider nos politiques territoriales. Nous sommes clairement dans une période qui invite à l'innovation de rupture. ■



*(...) La pandémie nous oblige à considérer différemment les enjeux environnementaux, de souveraineté économique et aussi les enjeux sociaux pour construire une société qui « prenne soin ». Elle nous conforte dans l'enjeu de renforcer les coopérations européennes qui sont indispensables pour une relance durable.*

**Jean ROTTNER**



©ChristineLedroitPerrin

## À PROPOS

**Jean ROTTNER** est Président de la Région Grand Est, élu en octobre 2017, suite à la démission de Philippe RICHTER. Il est par ailleurs premier adjoint au maire de la ville de Mulhouse, dont il a été Maire entre 2010 et 2017. Il est également conseiller communautaire de Mulhouse Alsace Agglomération.

En qualité de représentant de l'Association des Régions de France, il a été nommé membre du Conseil de surveillance de la SNCF (de février 2018 à janvier 2020) et membre du conseil d'administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), par décret.

En outre, il préside la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) depuis septembre 2014.

Jean ROTTNER est né en 1967. Docteur en médecine, il fut praticien hospitalier urgentiste au Centre Hospitalier de Mulhouse (1997-2005) avant d'en diriger le pôle de médecine d'urgence de 2005 à 2009.

Déjà Chevalier de l'Ordre National du Mérite depuis 2011, il est nommé Chevalier de la Légion d'Honneur lors de la promotion du 14 juillet 2018.

**@JeanROTTNER**





Les 1<sup>er</sup> et 2 décembre dernier, pour la 41<sup>e</sup> Rencontre nationale des Agences d'urbanisme, l'Agence d'urbanisme Brest-Bretagne (ADEUPa) et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ont choisi de traiter des horizons vers lesquels des transitions réussies pouvaient nous mener en 2040.

## PROSPECTIVE

La crise de la Covid-19 a conforté l'ADEUPa et la FNAU dans leur choix : réenchanter le monde et les territoires de demain n'a jamais été aussi impérieux. Sans doute que le monde d'après, à imaginer aujourd'hui, ne se superpose pas totalement aux futurs que nous avons encore hier à l'esprit. Le monde d'après, c'est évidemment l'organisation de la vie après le confinement et avec le virus. C'est la relance économique, la lutte contre la crise sociale. Se projeter à l'horizon 2040 peut sembler, dans ce contexte, inopportun. Pourtant, le risque de privilégier la reprise économique à court terme, avec les recettes et projets du passé, au détriment des enjeux sociaux et écologiques de moyen et long termes rend cet engagement prospectif plus nécessaire que jamais.

Ont ainsi été explorés et débattus en plénières et lors de 12 ateliers de travail prospectifs\* et collectifs : les formes possibles de la ville de demain, le renouveau territorial par l'industrie, la smartcity vs le lowtech, les formes de commerces, de mobilité ou encore l'avenir de l'objectif de zéro artificialisation.

## REPLAY & BIBLIOGRAPHIE

Tous les contenus de l'évènement sont disponibles pour l'ensemble des inscrits en replay sur [fnau41.inviteo.fr](https://fnau41.inviteo.fr)

Vous pouvez également consulter et télécharger des ressources documentaires sélectionnées par les professionnels de la documentation et de la communication des agences d'urbanisme sur [fnau41.fr](https://fnau41.fr)

### \* 12 ateliers prospectifs thématiques :

1. 2040 : prendre soin de soi-même, c'est prendre soin des autres.
2. Quelle sera la vie rêvée des jeunes actifs en 2040 ?
3. Quelles formes prendront les villes en 2040 ?
4. Nos vies (im)mobiles.
5. Nous avons mis fin à l'artificialisation des sols : on vous explique comment !
6. Réussir les territoires zéro carbone en 20 ans, un défi commun.
7. France productive : le renouveau territorial par l'industrie.
8. Lowtech et territoires, une synergie prometteuse.
9. Entre circuits courts, e-commerce, recherche du bas prix... à quoi ressemblera mon commerce ?
10. Géopolitique de la mer : cap vers l'horizon 2040.
11. Quelle fabrique de la décision publique ?
12. Vers un monde numérique inclusif.

# EXPLORONS NOS FUTURS (heureux)



## fnau41 balades sonores



Replongez dans les ateliers thématiques en podcasts. Depuis le mois de Janvier 2021, retrouvez tous les 15 jours un nouveau podcast explorant une thématique traitée par les 12 ateliers des agences d'urbanisme. Pour être sûr de ne manquer aucun épisode, abonnez-vous aux Balades Sonores !

<https://podcast.ausha.co/baladessonores>

## verbatim

*« Cet exercice de prospective original est une première à l'échelle du réseau des Agences d'urbanisme pour éclairer nos réflexions d'élus locaux car, nous le savons, dans la conduite de l'action publique, 2040 c'est demain. Il nous faut donc agir dès aujourd'hui »*

**François CUILLANDRE**  
Président de l'Agence  
d'urbanisme Brest-Bretagne  
Président de Brest Métropole  
Maire de Brest

## fnau41 chiffres-clés

### 100 %

numérique. La crise sanitaire a conduit à une organisation nouvelle. La rencontre a été retransmise en intégralité et en direct sur internet.

### 29

intervenants, issus du Gouvernement, de l'État, du réseau national des Agences d'Urbanisme, du monde universitaire..., ont échangé en table ronde durant 2 jours dont Mesdames les Ministres Jacqueline GOURAULT et Emmanuelle WARGON, ou encore François CUILLANDRE, Jean ROTTNER, Yves LE BRETON, Stéphane CORDOBES, Stéphanie DUPUY-LYON, Fabienne BRUGÈRE...

### 12

ateliers prospectifs œuvrant depuis 6 mois ont restitué leurs travaux de façon simultanée.

### 1 787

personnes se sont inscrites sur la plateforme de l'évènement.

### PLUS DE 2 000

messages ont été échangés sur les tchats.



## POUR UNE AGENCE HOMMES ET TERRITOIRES

par **Alain LAMASSOURE**

Président d'honneur de l'AUDAP,  
Ancien député européen du Sud-Ouest, puis d'Île-de-France,  
Ancien ministre.

@ALamassoure

La France est un des pays d'Europe où l'urbanisation s'est accélérée le plus tardivement. Les agences d'urbanisme sont nées des enseignements des erreurs commises, sous la pression de l'urgence, dans la reconstruction et le rattrapage des besoins inouïs du baby-boom d'après-guerre. Maîtriser l'usage des sols, aménager les lieux de vie, de travail et de loisir et les relier entre eux, localiser les services publics de proximité, constituer des réserves foncières pour préserver l'avenir, assurer la sauvegarde des espaces naturels et des lieux de mémoire, introduire la notion nouvelle de durabilité : tâche immense, exigeant des compétences pluridisciplinaires, dont beaucoup s'acquerraient dans l'apprentissage de la vie réelle plus que des manuels universitaires. C'était au siècle dernier.

2021. Au Pays Basque, puis en Béarn, nous avons compris, avant bien d'autres, que la ville ne pouvait pas vivre sans la campagne d'où elle tire ses origines et qui l'enracine dans la nature, son espace, ses rythmes, ses saisons, sa vie animale et végétale, ses paysages, ses parfums, ses musiques, sa vérité. Les cités de pierre nous en éloignaient déjà, et voilà que l'envahissante virtualité numérique ne nous en offre plus que des images sans épaisseur au charme tout informatique. Il est temps d'aller plus loin et pour cela, de changer le regard.

### ALORS, RENVersonS LA LONGUE VUE.

Au commencement est l'homme, au sens de l'être humain. Que savons-nous de lui, sinon des statistiques abstraites tirées de sa carte d'identité, des chiffres des services publics et des sondages sur son comportement, professionnel et ludique ? Qui habite le territoire, comment et où ? Quels ont été les parcours de vie ? Quelles formations de base, quels emplois successifs, quels modèles familiaux, quels projets, quelles chutes, quels rêves ? Quels patrimoines, quels passifs ? Quels attachements aux siens, à son village, à son club de rugby ou de pelote, à sa région, à son pays, à l'Europe, à une foi, à une idéologie, à un maître, à une amitié ? Quelles vies célèbres les font-ils rêver ? Quelles parts de contrainte, de lien familial, de choix personnel dans le lieu de leur vie ? Je rêve pour cha-



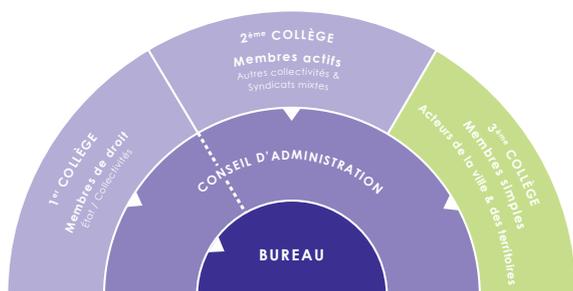
*2021. Au Pays Basque, puis en Béarn, nous avons compris, avant bien d'autres, que la ville ne pouvait pas vivre sans la campagne d'où elle tire ses origines et qui l'enracine dans la nature, son espace, ses rythmes, ses saisons, sa vie animale et végétale, ses paysages, ses parfums, ses musiques, sa vérité.*

cun, d'une courbe isochrone des rêves des territoires dont il serait prêt à goûter les charmes et, peut-être même, les dangers. À Mauléon, Bayonne, Pau, Bordeaux, Saint-Sébastien ou Paris, elles ne sont pas les mêmes. Jusqu'où peut-on aménager le territoire sans connaître le passé, les projets et les rêves de celles et ceux qui y « font » leur vie ?

Nos lycéens dissertent sur la belle phrase de Jean BODIN\* : « Il n'est de richesse que d'hommes. » Puis on l'oublie aussitôt. La constellation des organismes satellites de l'ONU ne comprend aucune agence dédiée à la population – alors même que le nombre des humains a triplé depuis ma naissance ! En France, une interprétation absurde de la Constitution interdit de connaître les origines géographiques ou l'appartenance religieuse des personnes sondées, même sous la protection de l'anonymat. Si la République veille à ne connaître que des citoyens théoriques, donc tous égaux, tous identiques, sans chair, sans idées, sans liens et sans émotions, comment s'étonner qu'en retour ils ne voient en elle qu'un concept désincarné indifférent à leur sort ?

Nous sommes partis des territoires et nous les connaissons maintenant mieux. Repartons de ceux qui les font vivre : nous ne les connaissons guère au-delà de leur ombre et de leur nombre. Voilà le temps de l'Agence Hommes et Territoires ! ■

\* « Jean BODIN (1530 / 1596), philosophe et théoricien politique français »



## Une nouvelle gouvernance pour l'AUDAP

Dans la continuité du Contrat-Projet d'Agence 2020 - 2025, un nouveau Conseil d'Administration de l'AUDAP a été installé lors de l'Assemblée Générale du 06 octobre. Il s'appuie dorénavant sur 3 collèges et 12 représentants, Jean-René ETCHEGARAY succédant à Nathalie MOTSCH à la présidence de l'Agence.

### Collège 1 - Membres de droit

- Gilles PAQUIER, Etat - DDTM des Pyrénées-Atlantiques
- Jean-René ETCHEGARAY, Communauté d'Agglomération Pays Basque (Président de l'AUDAP)
- Sandrine DERVILLE, Région Nouvelle-Aquitaine (Vice-Présidente de l'AUDAP)
- Victor DUDRET, Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées (Trésorier de l'AUDAP)
- Charles PELANNE, Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques (Secrétaire de l'AUDAP)

### Collège 2 - Membres actifs

- Gilles PEYNOCHE, Communauté de Communes du Seignanx
- Jean-Pierre IRIART, SCoT Pays Basque Seignanx
- Serge ARCOUET, Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour
- Bernard PEYROULET, Pôle Métropolitain Pays de Béarn
- Jean-Marie BERGERET-TERCQ, Communauté de Communes Lacq-Orthez
- Michel CAPERAN, Pau Béarn Pyrénées Mobilité

### Collège 3 - Membres simples

- Nicolas FREIDA, SEPA

#### Aller plus loin :

Télécharger les instances de l'AUDAP : <https://colibris.link/instances-audap>



Nathalie MOTSCH, entourée des 4 Présidents de l'Agence depuis 1998. De gauche à droite : Jean-Pierre VOISIN, Michel VEUNAC, Jean-René ETCHEGARAY, Alain LAMASSOURE.

## Nathalie MOTSCH en une devise : « Jouons collectif » pour nos territoires !

Nathalie MOTSCH a présidé aux destinées de l'Agence d'Urbanisme de 2017 à 2020. Au travers du Contrat-Projet 2020 / 2025 co-construit avec l'ensemble des Membres et voté à l'unanimité lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juin 2019, elle a posé les bases du déploiement thématique et territorial de l'AUDAP et de son ouverture à des nouveaux membres acteurs de la ville et des territoires. L'AUDAP tenait à lui exprimer ses remerciements pour son investissement au bénéfice d'un outil d'ingénierie original au service des territoires, dans lequel elle a affirmé avec force la méthode du « faire ensemble », du « collectif », sans naïveté mais avec lucidité, comme un guide de l'action publique.

#### Aller plus loin :

Télécharger le Contrat-Projet 2020/2025 - Horizon 6 ans : <https://colibris.link/contratprojet-audap>  
Visionner le clip de présentation du Contrat-Projet : <https://colibris.link/video-contratprojet-audap>

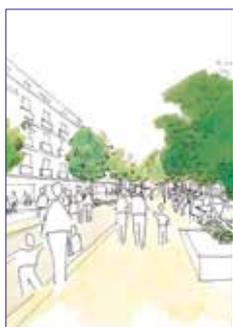


### L'AUDAP du point de vue de l'opérateur urbain *par Nicolas FREIDA\**

*Tiers-lieux entre lieu ressource et de partage d'expériences pour répondre aux enjeux du moment et de demain.*

En prenant le parti d'élargir son partenariat aux opérateurs urbains en créant un 3<sup>ème</sup> collège dans sa gouvernance - SEM d'aménagement et bailleurs sociaux notamment - l'AUDAP s'est risquée à faire dialoguer ceux qui font et ceux qui observent, ceux qui conceptualisent et ceux qui réalisent, ce qui est finalement assez rare. Ce faisant, elle engage les conditions de la structuration d'une chaîne de valeur de l'ingénierie territoriale de l'amont à l'aval du projet en Pyrénées-Atlantiques. En partageant leurs initiatives, à l'instar de la SEPA, pour valoriser les circuits courts dans la construction, faire du renouvellement urbain un levier de la ZAN, s'astreindre au réemploi des matériaux de construction, les opérateurs urbains apportent leur contribution, très opérationnelle, à la question du comment intégrer le défi écologique et climatique ou ancrer plus fortement la création de valeur économique dans le local. À l'AUDAP, ils confrontent leurs pratiques à des analyses plus macro ou territorialisées qui leur permettent de mieux appréhender les évolutions qui s'amorcent. La littérature abonde sur les grandes questions qui feront le monde de demain. Elle relève cependant bien souvent du point de vue et n'est pas toujours étayée par des retours du terrain. En réunissant les acteurs de la ville et des territoires, notamment à l'occasion des Labforum, l'AUDAP approfondit ces questions et permet aux opérateurs de s'assurer de leur réalité dans la diversité des situations locales.

\* Directeur Général de la SEPA (Société d'Équipement des Pays de l'Adour) - <https://www.la-sepa.fr>



### Mobilité

*Et si on commençait par penser piéton ?*

L'AUDAP et cinq de ses membres (les syndicats de mobilité Pays Basque-Adour et Pau Béarn Pyrénées ; les communautés de communes du Seignanx, du Pays de Nay et du Haut-Béarn) ont engagé en 2019/2020 un cycle de travail de deux ans pour investir le sujet de la Marche et en révéler ses différents potentiels et atouts. Le séminaire « La marche : tous piétons ! » qui s'est déroulé à Hasparren le mardi 29 septembre 2020 est venu à la fois conclure la première phase des travaux d'investigation et également les enrichir par le biais d'un travail collectif de près de 50 acteurs locaux (élus, techniciens, associations). Les présentations des intervenants, les échanges lors des balades, les contributions lors des ateliers ont été retranscrits sous la forme d'Actes. Ils viennent compléter les deux livrables dédiés à la mission. Pour l'AUDAP cette mission aura permis de tester des modes de diagnostic, la concertation sur le terrain notamment, et a ouvert des pistes qui sont réemployées ou à réemployer dans les autres démarches liées aux sujets de la mobilité et des espaces publics (Plan de déplacements, Charte des espaces publics, Plan piétons, ...).

Contact : [s.darricades@audap.org](mailto:s.darricades@audap.org)

<https://colibris.link/lamarche-touspietons>



## Lab'Forum saison 2

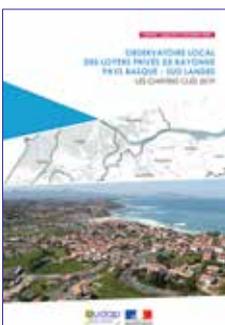
*Pour des aménagements et un urbanisme plus sobres et plus respectueux de la ressource dans le Sud-Aquitain*

Après le bon accueil des « Lab'Forum des acteurs de la ville et des territoires » de 2019 autour du thème Villes & santé, l'AUDAP a continué à mobiliser ses membres et les acteurs locaux en 2020 sur le sujet de la « contribution du BTP à l'économie circulaire ».

Ainsi, le 22 juillet, une trentaine d'acteurs au profil diversifié s'est retrouvée à Bayonne, dans les locaux de la SEPA, pour travailler sur ce thème. Ce premier temps a notamment permis de présenter, à l'ensemble des acteurs invités, le projet de déconstruction du « Clos d'Ainara » à Anglet par ses protagonistes : Manéo Habitat, Habitat Sud Atlantic, Patxa'ma et Goyhetche. L'approche « déconstruction » plutôt que démolition a illustré l'intérêt de réutiliser les matériaux déconstruits sur d'autres chantiers et de réduire ainsi l'usage de nouveaux matériaux (bois, plastique, sable, verre ...). Un deuxième temps prévu en Béarn le vendredi 13 novembre s'est finalement déroulé en distanciel sous la formule d'un webinaire participatif. Organisé entre plénière, présentations d'expériences locales (construction en bois local de la Halle du marché biologique de Billère par la SEPA ; projets de déconstruction et de réemploi par les associations IDRE et Compagnons Bâisseurs) et ateliers collaboratifs, cet exercice nouvellement testé par l'Agence a permis à la vingtaine d'acteurs de la ville et des territoires de prendre connaissance d'expérimentations locales mais également de proposer et partager collectivement des pistes de progrès autour des projets de construction/déconstruction et de réemploi de matériaux et du lien urbanisme/économie circulaire à intégrer dans les politiques publiques.

Contact : [a.garcia-lancesseur@audap.org](mailto:a.garcia-lancesseur@audap.org)

<https://colibris.link/labforum2>



## Habitat - Logement

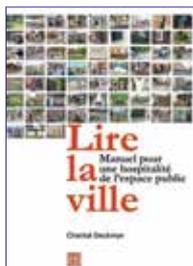
*Les chiffres-clés des loyers privés sur 84 communes basco-landaises*

L'Observatoire Local des Loyers privés de Bayonne-Pays Basque-Sud Landes vient de publier les chiffres clés 2019 observés sur 84 communes basco-landaises. Piloté par l'AUDAP, pour le compte du Ministère chargé du Logement et pour les Collectivités Locales partenaires, l'OLL tient sa force de l'intégration au dispositif de l'ensemble des parties prenantes allant des acteurs publics (État, Département des Pyrénées-Atlantiques, Communauté d'Agglomération Pays Basque, Communauté de communes du Seignanx ; mais également des ADIL 64 et 40, des CAF 64 et des professionnels et acteurs de l'immobilier.

Parmi les perspectives, le Président Jean-René ETCHEGARAY a évoqué le dossier d'obtention de l'agrément ministériel de l'Observatoire en 2021 : « cela confirmera la qualité du travail effectuée localement par les équipes de l'AUDAP, les partenaires publics et les professionnels de la gestion locative qui acceptent de nous ouvrir l'accès à leurs données, je tiens à les remercier pour leur implication sans faille ».

Télécharger la publication

<https://colibris.link/oll-chiffrescles-2019>



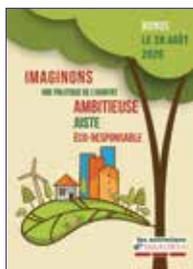
## AMÉNAGEMENT URBAIN

*Lire la ville - Manuel pour une hospitalité de la ville*

«Ce livre est un manifeste pour la ville. Ce n'est ni un pamphlet ni une critique amère ou nostalgique de notre réalité.

C'est un manuel pratique qui s'adosse à une pensée et à une éthique de la ville, qui part de l'existant et tente de le saisir. L'ouvrage croise les dimensions spatiales et sociales de la ville. Il ne cherche pas à convaincre. Il expose, pas à pas, le bénéfice que représenterait pour tous, individuellement et collectivement, un espace public civil, favorisant la citoyenneté, l'égalité et la solidarité. L'ouvrage, composé de 19 entrées thématiques (bancs, sols, gares, sûreté urbaine...), propose un choix de préconisations qui, sans prétendre à l'exhaustivité ni à la perfection, tendent vers une éthique des interventions dans la ville. Chaque entrée, éclairée par les enjeux anthropologiques et politiques de l'espace public, comporte des recommandations, explore des aspects pratiques, évoque quelques-unes de ses dimensions sémantiques, historiques ou artistiques.

[<https://colibris.link/lirelaville>]

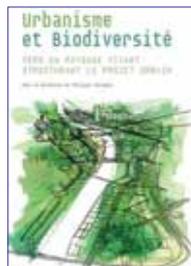


## HABITAT-LOGEMENT

*Imaginons une politique de l'habitat ambitieuse, juste, éco-responsable*

Le déclenchement de la crise sanitaire du Covid-19 et la récession économique de grande ampleur qu'elle a provoquée vont fortement impacter le secteur du logement et de l'habitat, dans la durée probablement. Avec la chute de la construction sociale et privée, l'effondrement des marchés de la transaction et la destruction d'une partie de l'appareil de production, les déséquilibres quantitatifs ne vont que s'aggraver. Les Entretiens d'Inxauseta proposaient cette année de travailler sur ce que devra être une politique du logement et de l'habitat ambitieuse, juste, solidaire, et écoresponsable au service des citoyens et de la société. Il ne peut s'agir de simples réflexions, il s'agit de participer à la reconstruction d'une véritable stratégie claire, transparente, acceptée et appropriée et qui soit dotée des moyens nécessaires pour réussir.

[<http://entretiensinxauseta.fr/les-actes-des-entretiens-2020/>]

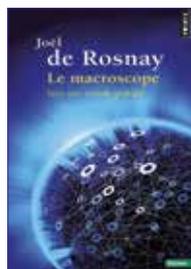


## ENVIRONNEMENT / PAYSAGE

*Urbanisme et Biodiversité : Vers un paysage vivant structurant le projet urbain*

Les dernières élections municipales ont montré à quel point, au moins dans les grandes agglomérations, la demande sociale en faveur d'une gestion écologique de la ville était prégnante à l'heure du réchauffement climatique et des besoins de régulation des pollutions et des externalités négatives du développement économique et démographique. Cet ouvrage sous la direction de Philippe Clergeau (professeur au Muséum d'histoire naturelle et pionnier en France de la biodiversité urbaine) vise précisément à comprendre en quel sens l'urbanisme est à un virage de son histoire : celui de la prise en compte de la nature en ville et, plus largement, de l'intégration de la biodiversité dans les projets urbains.

[<https://colibris.link/urbanisme-biodiversite>]



## SCIENCES HUMAINES

*Le macroscopie : vers une vision globale*

Le macroscopie - Qu'y a-t-il de commun entre l'écologie, le système économique, l'entreprise, la ville, l'organisme, la cellule ? Rien, si on se contente de les examiner avec l'instrument habituel de la connaissance, l'approche analytique. Mais beaucoup, en revanche, si l'on dépasse cette démarche classique pour faire ressortir les grandes règles d'organisation et de régulation de tous ces « systèmes ». Pour Joël DE ROSNAY, l'instrument symbolique de cette nouvelle manière de voir, de comprendre et d'agir est le « macroscopie », qui devrait être aussi précieux aujourd'hui aux grands responsables de la politique, de la science, de l'industrie, et à chacun de nous, que le sont le microscope et le télescope pour la connaissance scientifique de l'univers.

Écrit il y a plus de 45 ans et toujours d'actualité.

[<https://colibris.link/lemacroscopie>]

## VEILLE

*A la Une : un panorama de presse «full web» pour vous informer en continu de l'actualité de l'urbanisme et de l'aménagement dans le Grand Sud-Aquitain et ailleurs !*

L'AUDAP vous propose un nouveau service d'information et de veille : un panorama de presse, nommé « A la Une », centré sur l'actualité de l'aménagement du territoire, des enjeux urbains et des politiques territoriales d'ici et d'ailleurs. Cet outil de connaissance partagée s'appuie sur une veille auprès de la presse générale et spécialisée. L'Agence est en effet en veille permanente sur les sujets et les enjeux qui nourrissent ses réflexions, ses projets et ses études, ainsi que l'action de ses membres.

Consultable en ligne depuis votre ordinateur, votre téléphone portable ou votre tablette, « A la une » vous propose un fil d'actualités mis à jour 5 jours sur 7, des articles catégorisés par thèmes et mots-clés, un nuage de mots-clés, un moteur de recherche multi-critères, des focales pour faire une veille spécifique sur un thème précis en écho avec le programme partenarial d'activités de l'AUDAP.

Chaque vendredi, une newsletter « Sélection de la semaine » vous proposera un recueil d'une dizaine d'articles qui ont retenu l'attention de l'équipe de l'AUDAP. Nous vous invitons à vous y abonner.

[<https://alaune.audap.org/>]





Agence d'urbanisme  
Atlantique & Pyrénées

Petite Caserne  
2, allées des Platanes  
BP 628  
64106 Bayonne Cédex

4, rue Henri IV  
Porte J - 3<sup>e</sup> étage  
64000 Pau

**05 59 46 50 10**  
**[www.audap.org](http://www.audap.org)**